

DIALOGUE GLOBAL

14.3

3 numéros par an, en plusieurs langues

Entretien avec
Geoffrey Pleyers

Breno Bringel

100^e anniversaire de
la Société japonaise
de Sociologie

Yoshimichi Sato
Chikako Mori
Masako Ishii-Kuntz
Naoki Sudo

Nouveaux
manifestes politiques
internationalistes

ADELANTE – Dialogue of Global
Processes

Progressive International
Ecosocial and Intercultural
Pact of the South

Nigeria Socio-Ecological
Alternatives Convergence

ReCommons Europe

Perspectives
théoriques

Lidia Becker
Christine Hatzky

“openMovements”

John Feffer
Hamza Hamouchène
Marta Romero-Delgado
Andy Eric Castillo Patton
Gomer Betancor Nuez

Rubrique ouverte

> **Reconstruire les théories de la dépendance**

MAGAZINE



VOLUME 14 / NUMÉRO 3 / DÉCEMBRE 2024
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG

Association
Internationale
de Sociologie
isa



> Éditorial

Ce numéro de *Dialogue Global* s'ouvre sur une interview de l'actuel président de l'ISA, Geoffrey Pleyers, élu lors du XX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA à Melbourne. Pleyers y parle d'un certain nombre de ses travaux consacrés à l'étude des mouvements sociaux et partage ses réflexions sur la sociologie globale, le monde contemporain et le rôle de la sociologie.

La première rubrique thématique est consacrée aux 100 ans de la Société japonaise de Sociologie. Son président Yoshimichi Sato et plusieurs membres de son comité de direction retracent les différentes étapes de la sociologie japonaise en relation avec l'institutionnalisation de la Société japonaise de Sociologie. L'accent est mis sur les connexions mondiales, les évolutions récentes de la sociologie japonaise et son internationalisation.

La deuxième rubrique thématique est consacrée aux manifestes politiques contemporains. Les manifestes sont des outils collectifs largement utilisés pour présenter publiquement des idées ou des programmes. Ils peuvent être compris comme des jauges du présent, qui allient souvent le diagnostic de moments charnières de l'histoire, l'interprétation de la réalité sociopolitique et la recherche d'alternatives. Dans une période de profond malaise civilisationnel et de crise des projets alternatifs, cette rubrique rassemble cinq manifestes politiques internationalistes qui cherchent à offrir des propositions et des horizons de changement social et politique. Certains sont de portée plus mondiale, et d'autres de portée plus régionale, axés sur des cas en Afrique, en Amérique latine ou en Europe. Tous proposent à la fois des voies possibles pour réorganiser les processus de mobilisation populaire et des programmes adaptés à court et moyen terme.

L'article théorique, signé par Lidia Becker et Christine Hatzky, part d'un diagnostic provocateur : depuis plusieurs dizaines d'années, diverses branches de la théorie sociale (telles que les études postcoloniales et les études de genre) se sont attachées à étudier les catégories fondées sur la différence mais ont omis de reconnaître les similitudes. Dans la lignée des récents débats sur la pluriversité et les nouvelles ontologies, les auteures tentent de concevoir un programme de recherche qui prenne en compte l'interconnectivité, les convergences, les analogies et les simultanités afin de proposer un concept relationnel de la similitude.

La rubrique « OpenMovements » aborde deux grands sujets d'actualité : d'une part, les récentes mobilisations contre deux gouvernements autoritaires (au Bangladesh et au Venezuela) et leurs résultats respectifs ; d'autre part, la relation entre le génocide en cours en Palestine et la justice climatique mondiale. La rubrique comprend également une évaluation des transformations des mouvements sociaux en Espagne au cours des 20 dernières années. Enfin, la « Rubrique ouverte » traite de l'importance de reconstruire intellectuellement les théories de la dépendance, de reconsidérer leurs origines et d'actualiser leurs contributions.

Nous espérons que vous avez apprécié les trois numéros de cette année. En 2025, *Dialogue Global* fêtera son quinzième anniversaire. Ce sera une occasion unique de faire le point sur l'état de la sociologie publique et globale et de renforcer les liens entre les initiatives engagées dans différentes régions du monde. ■

Breno Bringel, rédacteur en chef de *Dialogue Global*

> **Dialogue Global est disponible en plusieurs langues sur [son site web](#).**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue@isa-sociology.org.**

ISA Association
Internationale
de Sociologie

**DIALOGUE
GLOBAL**

> Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Breno Bringel.

Rédactrices adjointes : Vitória Gonzalez, Carolina Vestena.

Réviseur : Christopher Evans.

Chefs d'édition : Lola Busuttill, August Bagà.

Consultants : Michael Burawoy, Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Équipes régionales

Monde arabe : (*Liban*) Sari Hanafi, (*Tunisie*) Fatima Radhouani, Safouane Trabelsi.

Argentine : Magdalena Lemus, Juan Parcio, Dante Marchissio.

Bangladesh : Habibur Khondker, Khairul Chowdhury, Bijoy Krishna Banik, Shaikh Mohammad Kais, Abdur Rashid, Mohammed Jahirul Islam, Rasel Hussain, Md. Shahidul Islam, Helal Uddin, Masudur Rahman, Yasmin Sultana, Ruma Parvin, Rashed Hossain, Ekramul Kabir Rana, Farheen Akter Bhuiyan, Khadiza Khatun, Arifur Rahaman, Md. Shahin Aktar, Suraiya Akhter, Alamgir Kabir, Taslima Nasrin.

Bésil : Fabrício Maciel, Andreza Galli, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes, Ricardo Nóbrega.

France/Espagne : Lola Busuttill.

Inde : Rashmi Jain, Manish Yadav.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niyesh Dolati, Elham Shushtarizade, Ali Ragheb.

Pologne : Aleksandra Biernacka, Anna Turner, Joanna Bednarek, Sebastian Sosnowski.

Roumanie : Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Bianca-Elena Mihăilă.

Russie : Elena Zdravomyslova, Daria Kholodova.

Taiwan : WanJu Lee, Yun-Hsuan Chou, Zhi Hao Kerk, Chien-Ying Chien, Yi-Shuo Huang, Mark Yi-Wei Lai, Yun-Jou Lin, Tao-Yung Lu, Ni Lee.

Turquie : Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.



Dans la rubrique « Parlons de sociologie », Breno Bringel s'entretient avec **Geoffrey Pleyers** sur la sociologie globale, le monde contemporain et le rôle de la sociologie.



La rubrique thématique consacrée au **100^e anniversaire de la Société japonaise de sociologie** célèbre le centenaire de l'institutionnalisation de la sociologie japonaise. (Crédit : Guillermo Gavilla / Pixabay.)



La rubrique thématique intitulée « **De nouveaux manifestes politiques internationalistes** » rassemble cinq manifestes qui cherchent à offrir des propositions et des horizons pour le changement social et politique.

Crédit pour la page de couverture : Pixabay.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial 2

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

La sociologie globale en temps de polycrise. Entretien avec Geoffrey Pleyers

Breno Bringel, Brésil/Espagne 5

> 100° ANNIVERSAIRE DE LA SOCIÉTÉ JAPONAISE DE SOCIOLOGIE

La sociologie japonaise et la Société japonaise de Sociologie : Bref aperçu historique

Yoshimichi Sato, Japon 9

La sociologie japonaise et ses connexions mondiales

Chikako Mori, Japon 11

Les obstacles à la diffusion mondiale de la recherche sociologique japonaise

Masako Ishii-Kuntz, Japon 13

Les tendances récentes de la sociologie japonaise

Naoki Sudo, Japon 15

> DE NOUVEAUX MANIFESTES POLITIQUES INTERNATIONALISTES

Manifeste : Déclaration sur les crises mondiales et les alternatives radicales

ADELANTE – Dialogue of Global Processes 17

L'internationalisme ou l'extinction

L'Internationale Progressiste 19

Déclaration de Bogota : Vers un Pacte avec la Terre

Pacte écosocial et interculturel du Sud 21

Manifeste pour des alternatives socio-écologiques au Nigeria

Nigeria Socio-Ecological Alternatives Convergence 26

Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe

ReCommons Europe 32

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

Au-delà de la différence :

La similitude dans un monde pluriversel

Lidia Becker et Christine Hatzky, Allemagne 34

> "OPENMOVEMENTS"

Manifestations au Venezuela et au Bangladesh : Quand les autocrates capitulent-ils ?

John Feffer, États-Unis 37

Justice climatique mondiale et libération palestinienne

Hamza Hamouchène, Algérie/Pays-Bas 40

Mouvements sociaux en Espagne : Vingt années de transformations

Marta Romero-Delgado, Andy Eric Castillo Patton et Gomer Betancor Nuez, Espagne 43

> RUBRIQUE OUVERTE

Reconstruire les théories de la dépendance

André Magnelli, Felipe Maia et Paulo Henrique Martins, Brésil 46

“Le capitalisme a toujours été un système de coûts non acquittés. Les coûts sont systématiquement externalisés et transférés ailleurs.”

Hamza Hamouchène

> La sociologie globale en temps de polycrise

Entretien avec Geoffrey Pleyers, Président de l'ISA



Geoffrey Pleyers au XX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA à Melbourne (Australie), juillet 2023. Crédit : Association internationale de Sociologie.

Geoffrey Pleyers est directeur de recherche au FNRS à l'Université catholique de Louvain, en Belgique. Il est actif au sein de l'Association Internationale de Sociologie (ISA) depuis 2006. Il a présidé le comité de recherche de l'ISA sur les classes sociales et les mouvements sociaux (RC47) de 2014 à 2018 et a été vice-président de l'ISA chargé de la Recherche de 2018 à 2023. En juillet 2023, il a été élu président de l'ISA pour la période 2023-27. Il est interviewé ici par **Breno Bringel**, professeur de sociologie à l'Université d'État de Rio de Janeiro (Brésil), rédacteur en chef de *Global Dialogue* et collaborateur régulier de Geoffrey Pleyers.

Breno Bringel (BB) : *Les spécialistes des mouvements sociaux connaissent bien tes travaux sur l'alter-activisme et les mouvements mondiaux. Mais, il y a un autre aspect important de ton travail qui consiste à aller au-delà des frontières d'un champ d'étude spécialisé pour repenser les liens entre les mouvements sociaux et la sociologie en général. À partir de tes contributions empiriques, peux-tu nous en dire plus sur cette approche ?*

Geoffrey Pleyers (GP) : Les mouvements sociaux sont un sujet passionnant pour l'étude de la société et des changements sociaux, car ils sont à la fois des produits et des producteurs de la société. Ils reflètent l'évolution des valeurs et des manières de vivre ensemble, par exemple, à travers leur usage innovant des nouveaux outils de communication ou le processus d'individualisation. Ils tentent également de transformer la société. Ils nous alertent sur ses problèmes et modifient notre perception de la société, du monde et du vivre-ensemble. C'est valable pour les

>>

mouvements aussi bien progressistes que réactionnaires, qui ont gagné en influence et ont réussi à diffuser leur vision du monde et leurs valeurs dans de nombreux pays. Quant au changement social, il n'est jamais aussi rapide ou linéaire que le souhaitent les acteurs sociaux – et de nombreux sociologues avec eux. Telle est la thèse principale de mon dernier livre, *El cambio nunca es lineal. Movimientos sociales en tiempos polarizados* [Le changement n'est jamais linéaire. Mouvements sociaux dans des temps polarisés] (CLACSO, août 2024), pour lequel je me suis appuyé sur des analyses de la révolte sociale de 2019 au Chili, des mouvements sociaux et de la solidarité pendant la pandémie, et des mouvements religieux progressistes et conservateurs au Brésil. Pour comprendre les mouvements sociaux contemporains et le rôle qu'ils jouent, il faut renoncer à l'illusion d'une relation simple et linéaire entre crise et changement social et entre action des mouvements sociaux, changement politique et changement social. Il convient de nuancer aussi bien l'enthousiasme de ceux qui annoncent un changement radical de la société dès l'émergence d'un mouvement que le pessimisme de ceux qui réduisent ces manifestations aux illusions collectives d'une minorité. Le changement social est un phénomène complexe qui passe par l'euphorie née des colères, des rêves et de la solidarité partagés avec des milliers de citoyens et par les déceptions liées à certains processus électoraux qui correspondent rarement à l'ampleur des changements sociaux et culturels portés par les mouvements sociaux.

BB : Tu traites souvent de la sociologie globale d'un point de vue théorique, mais tu t'emploies aussi à la mettre en pratique. De quelle manière cette approche globale apparaît-elle dans ta trajectoire, depuis tes premières recherches sur le mouvement altermondialiste jusqu'à tes travaux les plus récents ?

GP : J'ai grandi dans un village, loin des grandes villes. Mes parents n'ont pas eu la chance de terminer leurs études secondaires, et nous avons peu voyagé. Mais ce village est un creuset interculturel à la frontière entre la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne, où les racines locales et le dialecte local se combinent avec une ouverture à d'autres cultures, d'autres langues, d'autres traditions et histoires.

Une nouvelle vie a commencé lorsque j'ai rejoint à Paris le centre fondé par Alain Touraine et dirigé par Michel Wieviorka. C'était un environnement international stimulant, avec des chercheurs de tous les continents, notamment d'Amérique latine. J'ai consacré mon mémoire de maîtrise et ma thèse de doctorat au mouvement pour la justice mondiale, ou mouvement « altermondialiste ». J'ai participé aux sept premiers Forums sociaux mondiaux à Porto Alegre, Mumbai, Bamako et Nairobi, qui ont rassemblé jusqu'à 180.000 activistes du monde entier. Depuis que j'ai découvert l'Amérique latine et ses mouvements sociaux, le dialogue avec mes collègues et amis de cette

région demeure fondamental. J'ai beaucoup appris des tentatives d'organisation horizontale et plus démocratique de certains segments de ce mouvement. J'ai séjourné au Mexique, où j'ai beaucoup appris du mouvement indigène zapatiste, qui reste l'une de mes principales sources d'inspiration au plan personnel et professionnel et pour mes activités au sein de l'ISA. Après mon doctorat, j'ai effectué des recherches à Bangalore, en Inde, ainsi que des études post-doctorales à l'Université de New York. J'ai également continué à voyager et à faire des recherches en Europe, notamment sur les mouvements écologistes et les mouvements sociaux après 2011.

BB : Il semble que l'imaginaire d'« un autre monde est possible » ait cédé la place à un autre, celui d'« une autre fin du monde est possible ». Une nouvelle dystopie selon laquelle « il n'y a pas d'alternative » fait son apparition dans le monde entier. Nous sommes confrontés à d'énormes défis, tels que la polycrise civilisationnelle, la dégradation de la démocratie, la normalisation de l'autoritarisme, l'intensification du militarisme et la culture de la guerre, l'urgence climatique et le dépassement des limites planétaires. Quel regard portes-tu sur ce scénario ?

GP : Chaque génération de sociologues estime qu'elle vit un moment crucial de l'histoire, une crise sans précédent qui déterminera l'avenir de l'humanité. Nous ne faisons pas exception à la règle. Nous vivons et analysons notre époque comme un enchevêtrement de crises liées les unes aux autres, une « polycrise », également interprétée comme une « crise de civilisation », ainsi que le montrent des chercheurs latino-américains et le récent ouvrage que tu as dirigé. La modernité a été vécue comme une succession de crises. Mais, cette fois-ci, ce n'est pas seulement l'avenir de l'humanité qui est en jeu, mais aussi celui de notre planète. « Comment vivre ensemble sur une planète limitée » est la question centrale de ce siècle. La sociologie doit contribuer à répondre à cette question, c'est pourquoi la vice-présidente de l'ISA chargée de la Recherche, Allison Loconto, a choisi « Connaître les justices dans l'Anthropocène » pour thème du Forum de 2025 à Rabat, et j'ai proposé « La sociologie globale dans une planète limitée » comme thème pour le prochain Congrès mondial de l'ISA qui se tiendra en 2027 à Gwangju, en Corée du Sud.

Le changement climatique et la destruction de la nature se sont certes accélérés, mais ils ne datent pas d'aujourd'hui. Ils sont indissociables de la façon d'envisager le monde et d'organiser la vie et la société qui a permis d'améliorer le niveau de vie d'une grande partie de l'humanité à un rythme sans précédent et à un niveau inégalé. Mais ces succès de la modernité ont conduit à la destruction de la nature. Malgré l'urgence climatique croissante, nous continuons à détruire la nature à un rythme accéléré. Au moment où un certain nombre de seuils et de points de non-retour sont franchis, rompant l'équilibre des cycles naturels avec des conséquences pour les siècles à venir,

>>

nous nous trouvons face à une responsabilité historique. Pourtant, individuellement et collectivement, nous continuons à vivre comme si ce n'était pas le cas. La nécessité d'un changement est urgente mais les forces motrices pour le faire sont rares.

En fait, dans de nombreux domaines, nous semblons aller dans la direction opposée, avec la montée de l'autoritarisme, du racisme, des guerres et des acteurs réactionnaires mus par des visions polarisées du monde et même des réactions de rejet contre l'écologie et les timides mesures engagées. La montée de l'autoritarisme menace également les sciences sociales. Chaque semaine, nous apprenons que des sociologues sont menacés, suspendus de leurs fonctions ou réprimés en raison de leurs recherches, de leurs critiques à l'égard d'un leader nationaliste ou pour avoir replacé la guerre à Gaza dans son contexte historique et géopolitique. Il est urgent de mieux nous organiser, de soutenir nos collègues et de demander aux gouvernements de protéger (et dans de nombreux cas de cesser d'attaquer) la liberté académique et de cesser de cibler les sociologues et les scientifiques.

La liberté académique est également menacée par certains acteurs du monde universitaire. Nous demandons à toutes les universités, fondations et institutions actives dans le domaine des sciences sociales de cesser de prendre des mesures discriminatoires contre les collègues qui mènent des recherches sur certains sujets spécifiques ou auprès de certaines populations, ou qui expriment leur opposition à la guerre, à la violence et à la répression.

BB : Voilà un bien sombre tableau.

GP : Oui, mais ce n'est là qu'une partie du tableau. Au même moment, dans différentes régions du monde, nous assistons à des innovations sociales, économiques et politiques prometteuses : les mobilisations et les actions concrètes d'une « génération climat » et, à plus long terme, l'essor d'une conscience mondiale et d'une relation différente avec le monde, avec nous-mêmes et avec la nature – dont nous faisons partie.

Nous vivons une époque complexe, dans un monde plus étroitement interconnecté, et ce, à de multiples niveaux, notamment du fait du monde numérique, d'un système économique et financier globalisé et de l'influence de quelques milliers de super-riches qui concentrent une part de plus en plus importante des richesses. Cette interdépendance croissante résulte également des conséquences à l'échelle mondiale de la contamination, des émissions de gaz à effet de serre et de la destruction de la nature.

BB : Face à ces défis, au sombre scénario qui se profile et à cette polycrise, comment envisages-tu le rôle de la sociologie ?

GP : Les transformations intervenues dans le monde au cours des dernières décennies et l'émergence de nouvelles approches critiques ont profondément bouleversé notre discipline. La sociologie est née au cœur de la modernité industrielle, à une époque où la nature et la croissance économique semblaient illimitées, où les États-nations étaient consolidés et où l'on pensait que les hommes blancs occidentaux allaient dominer l'histoire mondiale. Ils ont assurément dominé la sociologie, et leur façon de concevoir le monde reste ancrée dans nombre de nos concepts et théories.

Cela signifie-t-il que la sociologie est en crise ? Depuis les années 1970, on ne cesse d'évoquer la crise de la sociologie. En lisant et en rencontrant des sociologues de différents continents, j'ai l'impression exactement inverse : je crois que nous vivons une époque extraordinaire pour la sociologie. Depuis le début du siècle, notre discipline a connu des transformations importantes qui l'ont régénérée. Les principales évolutions sont venues d'une plus grande ouverture de la discipline à des conceptions critiques qui sont apparues à la frontière de la discipline ou en dehors d'elle, souvent avec un regard critique sur celle-ci. Au cours des dernières décennies, la sociologie a laissé davantage de place pour le dialogue avec des pensées, des études, des zones géographiques et des théories différentes, ce qui a donné lieu à des dialogues critiques mais fructueux et à de nouvelles façons de penser le monde et la sociologie. Grâce aux contributions issues des approches féministes et intersectionnelles, des études subalternes, post-coloniales et décoloniales, et des points de vue et épistémologies du Sud, de nouveaux dialogues ont pu voir le jour et de nouvelles voix se sont fait entendre. Ces dialogues ont eu un effet transformateur. Nous avons revisité l'histoire de notre discipline, ses canons et certains de ses principaux partis pris.

Il reste encore beaucoup à faire. Mais il faut prendre la mesure de ce qui a été accompli au cours du premier quart du XXI^e siècle. Lorsque j'étais étudiant, l'histoire de la sociologie se résumait aux contributions de quelques chercheurs occidentaux. Aujourd'hui, il n'est plus possible de l'enseigner sans consacrer un cours à W.E.B. Du Bois, de traiter des inégalités sans intégrer les perspectives de genre et d'intersectionnalité, ou de présenter les théories contemporaines sans faire référence à des contributions cruciales venues des pays du Sud global. Reconnaître les contributions et les approches d'autres chercheurs ouvre la voie pour revisiter notre discipline, poser des questions différentes et, surtout, avoir une meilleure compréhension de notre monde, de ses problèmes et des alternatives qui permettraient de le rendre plus juste et plus durable. Comme je l'ai mentionné dans un numéro précédent de [Dialogue Global \(13.3\)](#), cela passe par la reconnaissance des contributions essentielles des sociologues occidentaux d'hier et d'aujourd'hui : « Une sociologie globale ne peut ni rester enracinée dans les universités et les canons

occidentaux qui se sont présentés comme universels, ni se limiter à la critique de cette sociologie occidentale ».

BB : Quelles sont les questions clés à traiter aujourd'hui ? Sommes-nous en bonne position pour le faire ?

GP : La montée de l'autoritarisme et des acteurs réactionnaires, d'une part, et le changement climatique et l'effondrement écologique, d'autre part, nous obligent à concevoir notre monde (et notre discipline) différemment et à contribuer efficacement à trouver des moyens de relever les défis de notre époque. La tâche est immense mais nous disposons désormais de nouvelles ressources pour répondre à cette exigence.

L'essor du monde numérique, et maintenant de l'intelligence artificielle, pose de nouveaux défis. En même temps, il nous donne accès à de vastes quantités de données et à des outils d'analyse beaucoup plus puissants. Une ressource encore plus importante est la meilleure intégration des connaissances, des analyses et des contributions de chercheurs de toutes les régions du monde. À bien des égards, la sociologie est plus ouverte, plus créa-

tive et plus solide qu'au début du siècle. Nous sommes mieux équipés pour contribuer à la compréhension du monde et aider à relever les défis de notre temps. Cette première partie du XXI^e siècle est une période passionnante pour les sociologues.

BB : Quelle peut être la contribution de Dialogue Global ?

GP : Le magazine *Dialogue Global* est une plateforme unique dans la mesure où il permet d'éclairer des questions complexes qui touchent tous les continents dans des articles courts basés sur une connaissance approfondie des réalités locales et des analyses rigoureuses et en même temps accessibles à un public de chercheurs, d'étudiants et de simples citoyens. C'est cette sociologie globale et publique que nous défendons depuis que Michael Burawoy a fondé le magazine.

Chaque numéro de *Dialogue Global* prouve que le terme « global » n'est pas une échelle qui plane au-dessus des réalités locales (ce qui serait du « globalisme méthodologique »). La sociologie globale s'appuie au contraire sur les contributions de sociologues de toutes les régions du monde. ■

> La sociologie japonaise et la Société japonaise de Sociologie : Bref aperçu historique

Yoshimichi Sato, Kyoto University of Advanced Science (Japon) et président de la Société japonaise de Sociologie



第97回 日本社会学会大会
2024年11月9～10日
於 京都産業大学
The Japan Sociological Society

Crédit : Société japonaise de Sociologie.

Dans l'article qui suit, je retrace brièvement l'histoire de la sociologie japonaise et de la Société japonaise de sociologie (JSS), de mon point de vue car il m'est impossible de couvrir tous les détails de leur histoire sur plus de 100 ans.

> Au fondement de la sociologie japonaise, l'ambition d'améliorer la société japonaise

La JSS a été créée en 1924, mais les sociologues japonais avaient commencé à mener des recherches sociologiques avant cette date. Tout comme Auguste Comte a conçu la reconstruction de la société française après la Révolution française, les sociologues japonais ont imaginé la manière dont la société japonaise serait et devrait être structurée après la restauration de Meiji. Pour ce faire, ils se sont fortement appuyés sur la pensée d'Herbert Spencer, mais en l'interprétant sous deux angles différents – celui du conservatisme et celui du libéralisme – en fonction de leurs positions politiques, comme le suggère [Akimoto](#).

La sociologie japonaise s'est efforcée de témoigner des réalités sociales de la société japonaise et d'en résoudre les problèmes. Les principaux problèmes sociaux de la société japonaise d'avant-guerre concernaient les questions relatives au travail, à la pauvreté et au nationalisme, pour n'en citer que quelques-unes, et les sociologues japonais

les ont étudiées en détail dans l'espoir d'améliorer la société japonaise. Bien que la sociologie japonaise d'avant-guerre ait été fortement influencée par la sociologie européenne, Yasuma Takada, figure de proue de l'histoire de la sociologie japonaise, a développé une théorie originale, axée sur les liens sociaux comme élément de base de la sociologie. Son intention était de faire de la sociologie un domaine indépendant des sciences sociales. De par son originalité, sa théorie a été très populaire auprès des sociologues japonais de son époque, et ses travaux ont marqué une étape importante dans la sociologie japonaise d'avant-guerre.

> Après la Seconde Guerre mondiale, la théorie de la modernisation et la théorie marxiste

Après la Seconde Guerre mondiale, les sociologues japonais ont puisé dans l'héritage théorique des grands sociologues d'avant-guerre tels que Yasuma Takada, Teizo Toda et Eitaro Suzuki. Parallèlement, ainsi que l'explique Tominaga dans son livre *Sociology of Postwar Japan*, ils ont mené des enquêtes sociologiques dans des domaines spécifiques comme la sociologie de la famille, la sociologie rurale, la sociologie urbaine et la sociologie du travail. Cette situation a conduit à la fragmentation de la sociologie japonaise. En réponse à cette situation, deux courants théoriques ont émergé : la théorie de la modernisation et la théorie marxiste.

>>

La théorie de la modernisation, influencée par le structuro-fonctionnalisme de Talcott Parsons et de ses collaborateurs, s'est concentrée sur les effets de la modernisation et de l'industrialisation sur les différents segments de la société. La théorie marxiste a, elle aussi, étudié les effets de la modernisation et de l'industrialisation, mais dans une perspective analytique différente de celle de la théorie de la modernisation : suivant en cela la théorie de Marx sur la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, elle s'est principalement concentrée sur les effets de la structure de classe.

La théorie de la modernisation, devenue populaire à un moment où la société japonaise connaissait une forte croissance économique (1955-1973), décrivait la réalité de la société japonaise de l'époque et lui prédisait avec optimisme un brillant avenir. Cependant, elle a fini par perdre de sa popularité pour plusieurs raisons, notamment parce qu'elle n'a pas su expliquer les stagnations sociales et économiques que le Japon a connues après l'éclatement de la bulle économique, et parce que tous les pays du monde n'ont pas suivi la trajectoire annoncée. La théorie marxiste a également attiré de nombreux sociologues japonais, qui ont analysé les problèmes sociaux causés par les conflits entre les différents groupes de la société, comme celui entre capitalistes/employeurs et travailleurs/salariés, ou celui entre les grandes entreprises et les résidents locaux dans le cas de la pollution. Cependant, son influence s'est également affaiblie pour diverses raisons, notamment la montée de la nouvelle gauche et l'effondrement de l'Union soviétique et du bloc de l'Est.

> Nouvelles orientations, influence américaine et enquête SSM

Suite au déclin de la théorie de la modernisation et de la théorie marxiste, l'ère dite du « multiparadigme » a commencé. On assiste alors à l'émergence d'excellentes théories dans divers domaines, comme par exemple la sociologie phénoménologique et la sociologie axée sur la société de l'information, la mondialisation ou les États providence, pour n'en citer que quelques-uns.

Il est important de rappeler que la sociologie japonaise d'après-guerre a été fortement influencée par la sociologie américaine. Bien que la sociologie européenne ait également eu son influence, le modèle américain des études empiriques – à la fois qualitatives et quantitatives – a attiré

de nombreux sociologues japonais. L'une des principales études quantitatives est l'« Enquête nationale sur la stratification et la mobilité sociales », plus connue sous le nom d'enquête SSM. La première enquête SSM a été menée en 1955 par la JSS, dans le cadre d'un projet international en collaboration avec l'Association internationale de Sociologie (ISA). Depuis, l'enquête est menée tous les dix ans, la prochaine étant prévue pour 2025. Tous les ensembles de données de l'enquête SSM sont disponibles sur demande aux Archives de données des sciences sociales du Japon, auprès de l'Institut des sciences sociales de l'Université de Tokyo.

> Trajectoire nationale et internationale

L'évolution de la JSS s'est faite parallèlement à celle de la sociologie japonaise. La revue officielle de la JSS est publiée depuis 1924, année de la fondation de la JSS. Le nom de la revue a changé plusieurs fois ; son nom actuel est *Japanese Sociological Review*, dont le premier volume a été publié en 1950. Tous les articles de la *Japanese Sociological Review* sont [disponibles en ligne](#). Outre la publication de la revue, la JSS organise des congrès annuels depuis 1925. Le 97^e congrès annuel se tiendra à l'Université Kyoto Sangyo en novembre 2024, pour célébrer le centenaire de la Société. À cette occasion, un symposium international spécial sera organisé avec Geoffrey Pleyers, président de l'ISA, en tant que conférencier invité.

À noter également que la JSS a été présente sur la scène internationale. La preuve en est, comme indiqué plus haut, que la première enquête SSM a été menée en collaboration avec un projet de l'ISA en 1955. En 1992, la JSS a publié le premier numéro de l'*International Journal of Japanese Sociology*, sa revue officielle en anglais, qui continue à être publiée une fois par an (depuis 2022 sous le nouveau titre *Japanese Journal of Sociology*). De nombreux sociologues japonais collaborent avec des sociologues à l'échelle internationale et sont actifs au sein de l'ISA ; l'événement le plus important témoignant des activités internationales de la JSS a été le XVIII^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA, organisé à Yokohama en 2014. Le congrès a été un grand succès grâce au soutien de l'ISA et des associations nationales du monde entier. Au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis ce congrès, la JSS est entrée dans une nouvelle phase d'activités internationales, en collaboration et en coopération avec l'ISA et les associations nationales de sociologie. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Yoshimichi Sato <sato.yoshimichi@kuas.ac.jp>

> La sociologie japonaise et ses connexions mondiales

Chikako Mori, Université Doshisha (Japon)

Crédit : Société japonaise de Sociologie.



Les contributions de la sociologie japonaise aux débats sociologiques mondiaux sont multiples, ce qui fait qu'il est difficile d'en dresser le bilan dans un article aussi court. Ces contributions prennent de multiples formes à différentes échelles, à différentes époques et dans différents lieux (je pense par exemple aux [travaux de Chizuko Ueno en Chine](#) qui ont exercé une grande influence) et il n'y a guère de consensus clair sur la manière de les évaluer. En effet, les évaluations varient considérablement selon le point de vue de celui qui évalue. L'objectif de cet article n'est donc pas d'évaluer toutes ces contributions, mais de souligner les efforts déployés par la Société japonaise de Sociologie (JSS) et ses membres pour créer des liens et contribuer aux débats sociologiques à l'échelle mondiale, en encourageant ce que Geoffrey Pleyers appelle un « [dialogue global renouvelé](#) ».

> Du « centrisme occidental » aux efforts d'« internationalisation »

Le développement de la sociologie japonaise, dont l'histoire remonte aux années 1880, a dès le départ été marqué par son eurocentrisme, [ainsi que le souligne Shigetō Sonoda](#). La plupart des recherches sociologiques de l'époque étaient fortement axées sur l'acceptation, l'introduction et l'assimilation des théories sociologiques occidentales. Pourtant, au sein de la JSS, fondée en 1924, des voix se sont élevées très tôt pour réclamer des liens plus étroits avec la sociologie mondiale. [Comme le mentionne Seiyama](#), la JSS a été l'une des huit premières associations nationales de sociologie et a rejoint l'Associa-

tion internationale de Sociologie (ISA) dès 1950, lorsque celle-ci lança un appel, un an après sa fondation. Kunio Odaka, en tant que représentant de la JSS, a participé au premier congrès de l'ISA, et les travaux collectifs de l'Enquête nationale sur la stratification et la mobilité sociales (SSM) qu'il y a présentés ont été par la suite mentionnés par Lipset et Bendix en 1959.

Plusieurs membres de la JSS ont continué à collaborer avec l'ISA, notamment Yoshimichi Sato, qui a fait partie de son comité exécutif entre 2010 et 2014. Le [Compte rendu qu'en fait Hasegawa](#) montre que ces efforts ont abouti à l'organisation réussie du XVIII^e congrès de l'ISA à Yokohama en juillet 2014, qui a réuni plus de 6.000 participants. À noter que ces efforts d'internationalisation de la part des principaux acteurs de la JSS se distinguent clairement du modèle d'internationalisation de l'État-nation du gouvernement japonais, qui vise à améliorer la place du Japon dans les classements internationaux. Comme l'a fait observer Shujiro Yazawa [dans une interview menée en 2011 par Michael Burawoy pour Dialogue Global](#), la véritable internationalisation de la sociologie implique de créer une sociologie mondiale dans le cadre d'une société mondiale ou planétaire, au-delà de l'État-nation.

> L'accent mis sur la sociologie de l'Asie de l'Est

Des efforts importants ont également été réalisés à l'échelle de la région. [Comme le note Sonoda](#), plusieurs associations – dont la Japan-China Sociological Association – ont été fondées depuis les années 1980, et les

>>

sociologues japonais participent de plus en plus à des réseaux sociologiques asiatiques plus vastes, tels que l'Asia Pacific Sociological Association (fondée en 1996) et l'Asian Social Research Association (fondée en 2010). En outre, les programmes de recherche internationaux menés au sein des départements de sociologie des universités japonaises ont largement contribué au renforcement de la coopération avec d'autres sociologues asiatiques. Les programmes menés par Emiko Ochiai à l'Université de Kyoto et Yoshimichi Sato à l'Université de Tohoku en sont des exemples notables.

L'institutionnalisation de ces initiatives prend aussi progressivement forme. La East Asian Sociologists Conference, dont la première édition date de 2003, a abouti en octobre 2017 à la fondation de l'East Asian Sociological Association, qui a organisé son premier congrès en mars 2019 à l'Université Chuo à Tokyo. Ces échanges sociologiques est-asiatiques ont donné lieu à de nombreuses publications, telles que *A Quest for East Asian Sociologies* (2014) et *Handbook of Post-Western Sociology: From East Asia to Europe* (2023). Ces initiatives visent à contribuer à une sociologie globale qui correspond à « [une sociologie mondiale non-hégémonique](#) ».

> Nouvelles initiatives et nouveaux défis pour la JSS

Plusieurs initiatives ont été lancées par la JSS en lien avec les débats à l'échelle mondiale : création de l'*International Journal of Japanese Sociology* en 1992, panels conjoints basés sur des accords d'échange avec la Corée du Sud (depuis 2007), la Chine (depuis 2011) et Taïwan (depuis 2015), mais aussi création en 2023 sur le site web de la JSS d'un [blog en anglais consacré à la sociologie japonaise](#). Une autre initiative qui mérite d'être signalée est le Travel Award (anciennement Travel Grant, créé en 2008), qui récompense des jeunes chercheurs du monde entier qui souhaitent présenter leurs recherches au congrès annuel de la JSS sur un thème spécifique, tel que « le Covid-19 et la société » pour l'édition 2022 ou « Le transnationalisme dans un contexte de crises » pour l'édition 2023.



Tokyo, Japon. Crédit : Willian Justen de Vasconcellos / Pexels.

Pour l'édition 2024, profitant de la participation de Geoffrey Pleyers au congrès annuel de la JSS les 9 et 10 novembre, le thème du Travel Award est « [Decentering Global Sociology](#) » (Décentrer la sociologie globale). Ce thème a attiré un nombre record de candidats. Si des progrès significatifs ont été réalisés dans les dialogues avec les pays d'Asie de l'Est, les échanges avec le Sud global et ses épistémologies – telles que les perspectives décoloniales ou subalternes – restent relativement peu développés. Pour la JSS et ses membres, l'édition 2024 de son congrès annuel représente une occasion unique de participer pleinement au dialogue mondial et de contribuer à une sociologie mondiale en phase avec notre époque. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Chikako Mori <cmori@mail.doshisha.ac.jp>

> Les obstacles à la diffusion mondiale de la recherche sociologique japonaise

Masako Ishii-Kuntz, Université Ochanomizu (Japon)



Crédit : Société japonaise de Sociologie.

Au début de ma carrière aux États-Unis, il était rare que je rencontre des universitaires et des étudiants japonais aux congrès annuels de l'Association américaine de Sociologie ou à d'autres conférences organisées par d'autres associations professionnelles. Cet état de fait a cependant peu à peu évolué, sans doute à partir du début des années 2000, car j'ai commencé à rencontrer davantage de sociologues japonais aux nombreuses conférences professionnelles organisées aux États-Unis.

> Consolidier une meilleure présence à l'international et surmonter la barrière linguistique

Cette tendance s'est vue clairement confirmée à partir du XVIII^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA organisé à Yokohama en 2014. Les sociologues japonais semblaient plus intéressés que par le passé à présenter les résultats de leurs recherches dans des conférences internationales et à publier leurs articles de recherche dans des revues en anglais du monde entier. Un simple coup d'œil à certaines statistiques de l'ISA témoigne également de ce changement. D'après les chiffres de l'ISA, en 2010, première année où les statistiques relatives aux congrès de l'Association ont été publiées sur son site web, 205 participants en provenance du Japon ont parti-

cipé à son congrès organisé en Suède, ce qui représentait le septième plus grand nombre de participants. Ce chiffre a plus que doublé pour le congrès de 2014 à Yokohama, passant à 429. Par la suite, même si le nombre total de participants en provenance du Japon a chuté à 115 à Toronto (2018) et 277 à Melbourne (2023), les sociologues japonais étaient comparativement les cinquièmes plus nombreux à Toronto et les quatrièmes plus nombreux à Melbourne.

Il s'agit d'une évolution bienvenue non seulement pour les sociologues japonais, mais aussi pour leurs homologues d'autres pays. Lorsque je travaillais sur ma thèse de doctorat aux États-Unis, au milieu des années 1980, il était assez difficile de trouver des livres et des articles sociologiques sur le Japon écrits en anglais. J'ai donc souvent eu recours à des livres et à d'autres documents écrits en japonais. Même si c'était formidable de pouvoir lire des livres et des articles écrits en japonais, j'avais en même temps le sentiment que les résultats des recherches méritaient d'être partagés avec bien d'autres sociologues, et pas seulement avec ceux qui comprenaient le japonais. Maintenant que les sociologues japonais participent beaucoup plus activement aux conférences internationales et publient leurs recherches dans des revues en anglais, je pense que les travaux sociologiques japonais ont des possibilités réelles d'être reconnus à l'échelle mondiale.

>>



Tokyo, Japon. Crédit : Oscar M. / Pexels.

Mais même si la recherche sociologique japonaise a gagné en visibilité ces dernières années, il subsiste un certain nombre d'obstacles qui empêchent les sociologues japonais de diffuser les résultats de leurs recherches à l'échelle mondiale. Sur la base de mon expérience de l'enseignement de la sociologie dans une université japonaise et de mes propres considérations, je voudrais ici passer en revue ces obstacles, apporter quelques suggestions pour les surmonter et présenter ce que la Société japonaise de Sociologie (JSS) a fait pour relever certains de ces défis.

> Les trois obstacles à la diffusion de la recherche à l'international, et les solutions pour tenter d'y remédier

D'abord et avant tout, de nombreux sociologues japonais peuvent avoir le sentiment que communiquer avec les chercheurs internationaux qui utilisent l'anglais reste un obstacle. L'une des raisons est sans doute liée à la manière d'enseigner l'anglais au Japon, où l'aptitude à communiquer en anglais n'est pas enseignée de façon efficace, ainsi que le font remarquer [Ikegashira, Matsumoto et Morita](#). Dans le même temps, nombreux sont les sociologues japonais qui s'évertuent à parler comme des locuteurs de langue maternelle anglaise. Pour beaucoup de sociologues japonais qui souhaitent diffuser les résultats de leurs recherches à l'échelle internationale, réaliser qu'ils n'ont pas besoin de parler comme des locuteurs natifs de l'anglais pourrait réduire leur niveau de stress. Au sein de la JSS, nous avons créé le Comité pour la promotion des activités de recherche internationales, qui organise chaque année à l'attention des chercheurs des ateliers de rédaction de résumés en anglais ainsi que des conférences consacrées à la présentation de communications en anglais. Nombre d'étudiants qui participent à ces ateliers et à ces confé-

rences voient leurs résumés acceptés pour être présentés au congrès mondial de l'ISA.

Par ailleurs, de nombreux étudiants en sociologie et sociologues à l'université au Japon ont tendance à rechercher la « perfection » lorsqu'ils présentent et rédigent les résultats de leurs recherches. Lors de la présentation de leurs travaux à des conférences, par exemple, j'ai remarqué que de nombreux sociologues japonais préparent le texte de leur communication et le répètent à de nombreuses reprises. Bien qu'il soit recommandé de s'entraîner, il est difficile de présenter une communication de manière efficace et fluide quand on dépend à ce point du support écrit. De plus, de nombreux présentateurs japonais peuvent être mal à l'aise au moment des séquences de questions-réponses pour lesquelles il n'est pas possible de préparer leur texte. Je recommande habituellement aux étudiants et aux chercheurs japonais de ne pas avoir peur de faire des erreurs et d'expliquer quelle partie des commentaires et des questions est difficile à comprendre pour eux. Dans le cadre de la JSS, il serait utile d'organiser des séminaires pour les étudiants et les jeunes chercheurs pour les aider à améliorer leurs compétences pour présenter leur travail à l'oral.

Enfin, outre qu'ils doivent surmonter les difficultés liées à la langue, il est essentiel pour les participants à des conférences à l'étranger d'assurer le financement de leur voyage et de leur hébergement. La JSS offre à ses membres sélectionnés par voie de concours des bourses de voyage pour participer à des conférences internationales. Le gouvernement japonais ainsi que des organismes privés et des universités offrent également toute une série de bourses pour permettre aux étudiants de participer à des conférences à l'étranger. Et aux États-Unis, certaines associations professionnelles proposent de financer les frais de voyage pour les participants internationaux. Je recommande vivement aux associations professionnelles japonaises telles que la JSS de créer une base de données des subventions, bourses de recherche et bourses d'études disponibles.

En résumé, pour favoriser la diffusion mondiale des travaux des étudiants et des universitaires japonais, un soutien à la fois institutionnel et psychologique est nécessaire. Une augmentation du nombre de sociologues japonais participant à des conférences internationales ainsi qu'une visibilité accrue dans les revues de langue anglaise sont toutes deux essentielles pour promouvoir la sociologie japonaise sur la scène internationale. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Masako Ishii-Kuntz <ishii.kuntz.masako@ocha.ac.jp>

> Les tendances récentes de la sociologie japonaise

Naoki Sudo, Université Hitotsubashi (Japon)

Crédit : Société japonaise de Sociologie.



Les tendances récentes de la sociologie japonaise présentent deux caractéristiques. Premièrement, l'intérêt principal des sociologues japonais semble s'être déplacé vers les méthodes sociologiques. Il convient de noter que les intérêts méthodologiques des sociologues japonais ne se limitent pas aux méthodes quantitatives, mais incluent également les méthodes qualitatives. Deuxièmement, les intérêts des sociologues japonais sont plus diversifiés au début du XXI^e siècle qu'ils ne l'étaient au XX^e siècle. Ainsi, les principaux centres d'intérêt des sociologues japonais se sont déplacés vers les sujets les plus actuels. Ceux-ci peuvent être considérés comme de nouveaux sujets dans le domaine de la sociologie, qui s'ajoutent aux thèmes traditionnellement traités au Japon. Par conséquent, l'intérêt des sociologues japonais pour les théories sociologiques s'est affaibli au cours des dernières décennies.

> Des théories sociologiques aux méthodes sociologiques

Pour confirmer le passage de la théorie aux méthodes dans la sociologie japonaise, on peut renvoyer à deux études écrites par deux sociologues japonais. L'une est l'ouvrage de Ken'ichi Tominaga intitulé [Sociology in](#)

[Postwar Japan: A Contemporary History](#) (2004), et l'autre est l'article de Hiroki Takikawa intitulé « [Topic dynamics of post-war Japanese sociology: Topic analysis of Japanese Sociological Review corpus by structural topic model](#) » (2019). Bien que Tominaga et Takikawa n'analysent pas dans ces travaux les tendances les plus récentes de la sociologie japonaise, leurs analyses peuvent certainement s'appliquer aux évolutions les plus récentes.

Ces auteurs affirment que deux écoles de pensée sociologique opposées (le structuro-fonctionnalisme et le marxisme) ont dominé les intérêts des sociologues japonais au cours des années 1960 et 1970. Mais ces deux courants sociologiques ont été vivement critiqués par la génération suivante de sociologues japonais et ont donc perdu de leur influence. Au lieu du structuro-fonctionnalisme et du marxisme, de nouvelles théories sociologiques (par exemple, les études de Michel Foucault sur le sujet, la théorie du capital culturel de Pierre Bourdieu, la théorie des systèmes sociaux de Niklas Luhmann, la théorie de la communication de Jürgen Habermas et la théorie de la structuration d'Anthony Giddens) ont suscité l'intérêt des sociologues japonais. Par ailleurs, depuis le début du siècle, l'intérêt pour les théories sociologiques s'est rapidement affaibli.

>>

Selon Takikawa, les sociologues japonais s'intéressent aux méthodes sociologiques en tant qu'outil d'analyse des données de la recherche sociale plutôt qu'aux théories sociologiques en tant que telles. Certains sociologues japonais ont ainsi analysé les phénomènes sociaux à l'aide de méthodes quantitatives avancées. Parallèlement, d'autres sociologues japonais ont étudié les phénomènes sociaux à l'aide de méthodes qualitatives, telles que les approches narratives. Comme l'indique Takikawa, les méthodes quantitatives et qualitatives ont été largement adoptées par les sociologues japonais au cours des deux premières décennies de ce siècle. Il semblerait par conséquent que les relations entre méthodes quantitatives et qualitatives au sein de la sociologie japonaise au début du XXI^e siècle n'ont pas été concurrentielles, mais plutôt complémentaires.

De manière générale, la diffusion de méthodes quantitatives avancées dans une discipline peut être interprétée comme un signe de normalisation de la discipline en tant que science. Toutefois, la diffusion de méthodes quantitatives avancées dans la sociologie japonaise au début du XXI^e siècle a eu tendance à coexister de manière positive avec des méthodes qualitatives qui peuvent être plus difficiles à normaliser scientifiquement que les méthodes quantitatives. Cela tend à indiquer que la préférence des sociologues japonais pour les méthodes quantitatives ne traduit pas une préférence pour la normalisation du domaine en tant que science. Il faudrait donc explorer d'autres raisons pour lesquelles les sociologues japonais ont déplacé leur intérêt des théories sociologiques vers les méthodes sociologiques.

> La diversification actuelle des thèmes traités par la sociologie japonaise

Hiroki Takikawa indique que les sujets de recherche privilégiés par les sociologues japonais depuis le début du XXI^e siècle ont été plus diversifiés que ceux privilégiés à la fin du XX^e siècle. Plus précisément, les sociologues japonais ont ajouté de nouveaux sujets de recherche (comme les questions environnementales, le genre et la sexualité, ou l'auto-identification) aux sujets traditionnels de la sociologie (classe sociale, famille, travail, organisation, études urbaines, etc.). On part du principe qu'ils devraient utiliser de nouvelles méthodes quantitatives et qualitatives avancées pour traiter ces sujets, qui sont fortement reliés les uns aux autres de manière complexe. En outre, pour les sociologues japonais, ces méthodes sont censées jouer un rôle important en tant qu'outil de communication avec les chercheurs en sciences sociales d'autres disciplines (l'économie, la science politique, le droit et la science des données sociales, entre autres), qui partagent leurs intérêts. Il est probable que la diversification des sujets de recherche et la volonté de collaborer avec des chercheurs en sciences sociales de différentes disciplines soient les

raisons pour lesquelles les sociologues japonais ont commencé à s'intéresser davantage aux méthodes.

En outre, la société japonaise a connu au début du XXI^e siècle de rapides changements sociaux, qui font qu'il est difficile pour les sociologues japonais d'y apporter des solutions pratiques et immédiates. Tout d'abord, le vieillissement de la population japonaise s'est considérablement accéléré au cours de cette période, ce qui fait que le Japon a aujourd'hui l'une des populations les plus âgées du monde. Cette situation a remis en question la viabilité du régime de protection sociale japonais. Deuxièmement, le Japon connaît depuis la fin des années 1990 une stagnation économique de longue durée. Par conséquent, la part des employés non réguliers (travailleurs à temps partiel et intérimaires) dans l'ensemble de la main-d'œuvre a augmenté. De plus, comme la société japonaise est confrontée aux problèmes liés à la pénurie de main-d'œuvre, le nombre d'immigrés et le taux d'activité des femmes ont augmenté. Ces évolutions ont creusé les inégalités sociales et entraîné de nouveaux problèmes sociaux qui ne sont pas expliqués par les théories sociologiques traditionnelles au Japon.

Ainsi, au début du XXI^e siècle, les sociologues japonais ont dû aborder de nouveaux sujets qui ne pouvaient pas être expliqués par les théories sociologiques traditionnelles, et ont donc déplacé leurs intérêts de la théorie vers la méthode. Cela ne revient pas à dire que les théories sociologiques ne sont plus utiles aux sociologues japonais, mais plutôt que de nouvelles théories sociologiques qui permettent d'expliquer les nouvelles problématiques et se concentrent sur les nouveaux enjeux seront nécessaires. Sans théories fondatrices pour expliquer ces nouvelles problématiques, les sociologues japonais ne seront pas en mesure de trouver des moyens efficaces de les résoudre.

> Remarques finales

Les tendances récentes de la sociologie japonaise semblent être partiellement en résonance avec celles de la sociologie mondiale. Si le vieillissement rapide de la population et la stagnation économique de long terme observés au début du XXI^e siècle sont sans doute notables dans la société japonaise par rapport à d'autres pays, je pense que le passage de la théorie sociologique aux méthodes sociologiques comme centres d'intérêt des chercheurs, et la plus grande diversité des sujets de recherche sont des caractéristiques communes partagées dans le monde entier. Par conséquent, les problèmes causés par ces évolutions ne sont pas seulement observés dans la sociologie japonaise, mais aussi dans la sociologie mondiale. Cela montre que les sociologues japonais devraient coopérer avec les sociologues du monde entier pour surmonter les difficultés auxquels ils sont confrontés au XXI^e siècle. ■

Toute correspondance est à adresser à Naoki Sudo <naoki.sudo@r.hit-u.ac.jp>

> Manifeste :

Déclaration sur les crises mondiales et les alternatives radicales

ADELANTE – Dialogue of Global Processes



Crédit : [Adelante](#), 2024.

> Les crises auxquelles nous sommes confrontés

- Le monde se précipite vers un abîme de crises multiples. De profondes fissures divisent l'humanité, et les humains du reste de la nature. Le système dominant et oppressif actuel est fondamentalement défectueux et a créé et entretient ces crises. Les racines de ce système se trouvent dans les structures et les relations de classe, le colonialisme, le racisme, le patriarcat, le capitalisme, la domination de l'État, le castéisme et notre approche centrée sur l'humain. Ce sont ces racines, et pas seulement les symptômes qui se manifestent dans les crises, qui doivent aussi être remises en question et transformées.
- Il y a eu un processus historique de domination à la fois des peuples et de la nature par l'hégémonie culturelle de régimes autoritaires, impérialistes ou fascistes. Cela a rendu des sociétés entières jetables, a déplacé et détruit de multiples façons de connaître/être/agir/vivre.
- Le système dominant, soutenu par le complexe militaro-industriel et le capitalisme d'aujourd'hui, crée ou encou-

rage les guerres et les conflits entre États-nations, ethnies et confessions religieuses, dont les pires conséquences touchent des personnes innocentes et l'environnement.

- Les crises écologiques, telles que la perte de biodiversité, le changement climatique, la pollution et la toxicification de la planète, ont amené la planète au bord d'une sixième extinction de masse. C'est la première à être le résultat de l'action humaine et, à son tour, elle compromet la vie et les moyens de subsistance de milliards de personnes.
- Les approches de « développement » fondées sur une croissance économique sans fin sont intrinsèquement non durables, créent de fausses distinctions telles que « développé », « émergent » et « sous-développé », et encouragent des modes malsains et non durables de consommation.
- Le système qui a engendré de multiples crises nous offre également une avalanche de « solutions » qui ne s'attaquent qu'aux symptômes, et non aux causes sous-jacentes, telles que le commerce du carbone, la croissance verte, la neutralité carbone (« net zéro »), la géo-ingénierie et les autres solutions technologiques et approches de marché.

- Les différents aspects de ces crises sont imbriqués. Par conséquent, nous avons besoin de réponses qui soient également holistiques, intersectionnelles et intégrées, et qui visent des alternatives véritables et systémiques.

> Réponses populaires : résistance et alternatives

- En réponse à ces crises, une vague massive d'actions et de mouvements populaires émerge. Ces mouvements expriment et démontrent des processus de transformation qui nous guident vers un monde pluraliste, démocratique, décolonisé, juste, équitable/égalitaire, libéré, féministe, écologiquement sage, pacifique, post-capitaliste/post-développement, bioculturel, prospère, solidaire et fondé sur l'amour radical. Chaque mouvement peut avoir sa propre interprétation et compréhension de ces valeurs et de ces termes, ce qui crée un pluralisme et une diversité qu'il convient de respecter, même si nous nous unissons sur la base de valeurs fondamentales et d'une éthique communes.

- Les peuples indigènes, les communautés de base, les collectifs de toutes sortes et les individus pratiquent des modes de vie durables et équitables qui incluent l'agroécologie, la récupération des « communs », la santé communautaire, l'apprentissage et l'éducation alternatifs, la justice sexuelle et de genre, la démocratie radicale et l'autonomie, les économies localisées qui donnent la priorité aux relations de soin et de partage, la propriété ou le contrôle des travailleuses et des travailleurs sur la production, le maintien ou le rétablissement d'une relation non binaire avec l'ensemble de la nature et sa conservation par des communautés basées sur l'écosystème, le maintien ou le rétablissement d'une diversité de cultures, de langues, de systèmes de connaissances et de manières d'être, et d'autres actions similaires. Nombre d'entre elles sont englobées dans des visions du monde respectueuses de la vie, dont certaines sont des prolongements de traditions ancestrales et indigènes, et d'autres apparaissent comme des contre-tendances au sein des sociétés industrielles modernes. Cependant, ces initiatives sont encore trop petites ou fragmentées pour devenir une masse critique pour des transformations plus larges.

> Notre engagement en faveur de la transformation

Pour parvenir à cette transformation profonde, nous nous engageons à

- Partager et à comprendre les stratégies critiques de changement, et promouvoir des histoires inspirantes de transformation déjà en cours.
- Contribuer à une lutte commune pour le désarmement et la paix afin de créer une transition sociale et écologique juste.
- Explorer et approfondir nos positions, notre éthique et nos valeurs communes, notamment en célébrant et en respectant la diversité et les différences.

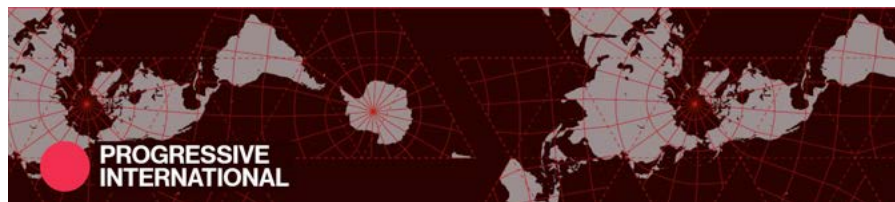
- Affecter et prendre la responsabilité de la prise de décision politique, notamment en renforçant le pouvoir du peuple sur le terrain. Nous agissons pour affirmer qu'il s'agit d'un pouvoir non pas pour dominer (« pouvoir sur »), mais pour transformer positivement (« pouvoir vers/avec »).
- Relier les mouvements de résistance et les alternatives constructives pour créer les mondes que nous voulons.
- Promouvoir l'action directe sur le terrain, du local au mondial, en transcendant l'État-nation pour construire la solidarité et l'attention entre les humains et les non-humains partout dans le monde.
- Étendre notre respect et notre attention au cercle plus large de la vie.
- Promouvoir des technologies régénératrices massives et égalitaires et des outils de coexistence sous contrôle démocratique.
- Construire un dictionnaire commun (mais pluraliste et culturellement diversifié) et une compréhension des termes dans les différentes langues.
- Explorer dans quelle mesure les systèmes de domination sont ancrés dans nos propres modes habituels d'organisation et de relation, et s'engager dans un travail de guérison personnel et collectif qui nous soutient vers des modes d'existence plus profondément connectés.

Bien qu'il existe de puissants mouvements populaires qui s'expriment et résistent aux forces à l'origine de ces crises, et qui mettent en pratique et promeuvent des alternatives radicales, équitables et durables, il nous manque une réponse cohérente et combinée. Nous nous engageons à permettre ce rassemblement des forces en travaillant ensemble dans nos communautés, organisations et mouvements en matière de communication, de construction de relations et de collaboration. Nous le faisons dans un esprit de mobilisation démocratique et non hiérarchique, ouvert à une diversité d'idéologies, de stratégies, de voies et de perspectives qui visent une transformation progressive vers les mondes que nous voulons et dont nous avons besoin. ■

Depuis novembre 2020, la [Global Tapestry of Alternatives](#) (GTA) a entamé un dialogue entre divers processus mondiaux qui recherchent des transformations systémiques et fondamentales vers la justice. Il s'agit notamment, outre la GTA, de [Global Dialogue Process](#), [Global Green New Deal](#), [Global Working Group Beyond Development](#), [Grassroots to Global](#), [Multiconvergence](#), [Progressive International and Towards a New World Social Forum](#). Cette plateforme a été baptisée ADELANTE en 2021 et dispose de son propre site web avec des mises à jour et des ressources : <https://adelante.global/>.

> L'internationalisme ou l'extinction

L'Internationale Progressiste



| Crédit : [Progressive International](#), 2024.

Lors du sommet inaugural de l'Internationale Progressiste qui s'est tenu en septembre 2020, le Conseil a adopté la déclaration suivante.

I. L'internationalisme ou l'extinction

Les crises de notre siècle menacent d'extinction toutes les formes de vie dans tous les pays et sur tous les continents. L'internationalisme n'est pas un luxe. C'est une stratégie de survie.

II. Une définition du progrès

Notre mission est de construire un front planétaire de forces progressistes. Nous définissons le progressisme comme l'aspiration à un monde démocratique, décolonisé, juste, égalitaire, libéré, féministe, écologique, pacifique, post-capitaliste, prospère, pluriel et lié par un amour radical.

III. Peuples du monde, organisez-vous

Nous sommes des travailleurs, des paysans et des peuples du monde entier qui se soulèvent contre les forces réactionnaires de l'oligarchie autoritaire. Notre objectif est l'organisation internationale : unir nos forces au-delà des frontières pour nous réapproprier la planète.

IV. Nous construisons une infrastructure

Notre mission consiste à mettre en place l'infrastructure nécessaire à l'internationalisme. Les forces du progrès restent fragmentées, tandis que la richesse et le pouvoir se consolident dans le monde entier. Nous construisons l'échafaudage d'un front planétaire qui donnera la force de se battre et de gagner.

V. L'unité, pas le conformisme

Nous recherchons l'unité à travers la lutte commune. La crise actuelle exige l'alliance stratégique de toutes les forces progressistes. Mais la coordination ne passe pas par la soumission. Nous visons à constituer une large coalition, tout en laissant la place à une contestation créative.

VI. Association par pouvoir mutuel

Nous pensons que l'association sans pouvoir mutuel n'est

qu'une autre forme de domination. Dans notre travail, nous visons à rééquilibrer plutôt qu'à reproduire les disparités de pouvoir au sein de notre coalition.

VII. Le capitalisme est le virus

Nous aspirons à éradiquer le capitalisme partout. Nous pensons que l'exploitation, la dépossession et la destruction de l'environnement sont inscrites dans le code génétique du capitalisme. Nous ne soutenons pas les efforts visant à sauver ce système ou à favoriser son expansion aux quatre coins de la planète.

VIII. Internationalisme veut dire anti-impérialisme

Notre internationalisme s'oppose à l'impérialisme sous toutes ses formes : de la guerre et des sanctions, à la privatisation et aux « ajustements structurels ». Nous pensons qu'il ne s'agit pas seulement d'outils de domination de certaines nations sur d'autres. Il s'agit également d'outils de division, qui dressent les peuples du monde les uns contre les autres.

IX. La langue, c'est le pouvoir

Nous parlons de nombreuses langues. Les barrières linguistiques renforcent la domination de classe, la suprématie blanche et la dépossession des peuples autochtones. Nous visons à dépasser les barrières linguistiques pour trouver notre propre langage commun de résistance.

X. La liberté en première ligne

Notre internationalisme est intersectionnel. Nous pensons que les couches d'oppression sédimentées par le capitalisme racial au cours de son expansion impériale exigent de centrer nos luttes de libération à la base de l'économie globalisée : pour l'alimentation, pour la terre, pour la dignité et pour l'émancipation.

XI. Un internationalisme de la libération

Nous combattons le racisme, le système des castes et toutes les formes de domination sociale. Nous reconnaissons que la suprématie blanche est un principe d'organisation du système mondial. Notre opposition aux hiérarchies oppressives est le fondement de notre internationalisme.

>>

XII. La décolonisation n'est pas une métaphore

Notre objectif est de décoloniser la planète. Nous ne nous contentons pas d'actes symboliques de décolonisation. Nous exigeons des réparations complètes pour les crimes du passé et la restitution immédiate des terres, des ressources et de la souveraineté de tous les peuples déposés du monde.

XIII. Politique féministe et pratique féministe

Nous pensons que personne n'est libre dans un système d'oppression de genre. Notre objectif est de rompre avec le patriarcat tout en ébranlant la structure binaire du genre sur laquelle il repose. Nous orientons notre stratégie politique vers l'attention à l'autre, la coopération et la responsabilité collective.

XIV. Les manières de bien vivre

Nous ne mesurons pas le progrès à l'aune de la croissance. L'impératif d'expansion est le moteur de l'écocide. Nous recherchons de bonnes manières de vivre, à l'abri de la faim et du besoin, et notre indicateur de réussite est la qualité de notre coexistence collective.

XV. Pas de paix sans justice

Notre objectif est une paix durable. Mais la paix ne peut durer que si la justice sociale est assurée. Nous travaillons à démanteler la machine de guerre et à la remplacer par une diplomatie des peuples fondée sur la coopération et la coexistence.

XVI. La révolution, pas le changement de régime

Nous soutenons les mouvements populaires qui visent à transformer la société et à réhabiliter l'État. Mais nous nous opposons aux tentatives de renverser des régimes menées dans le but de protéger les intérêts du capital et favoriser la progression de l'empire.

XVII. Gagner les élections ne suffit pas

Notre mission est de renforcer le pouvoir populaire à l'échelle planétaire. Les élections sont l'occasion de transformer la politique et de transformer les revendications populaires en politique gouvernementale. Mais nous savons qu'il ne suffit pas de gagner les élections pour remplir notre mission.

XVIII. La force du pluralisme

Notre coalition est liée par une vision commune de la libération collective. Nous n'importons pas cette vision ni n'imposons un programme aux autres. Au contraire, nous tissons ensemble nos besoins, nos connaissances et nos priorités politiques pour construire un programme commun qui tire sa force du pluralisme.

XIX. Les relations sont la base

Notre internationalisme est intime. Les nouvelles technologies étaient censées créer une communauté et des liens, et ont au contraire semé la discorde et le désen-

chantement. Nous pensons que nous ne pouvons réussir que si nous nous connaissons les uns les autres et nous nous faisons confiance, sur un pied d'égalité.

XX. Le dialogue ne suffit pas

Notre objectif est l'action collective. Nous ne nous contentons pas de créer un réseau social. Nos activités nous préparent à une mobilisation planétaire, de sorte que l'ampleur de nos actions corresponde à celle des crises contre lesquelles nous menons ces actions.

XXI. Pas pour le profit ni par le profit

Nous finançons nos activités exclusivement grâce aux dons et aux contributions de nos membres. Nous n'acceptons pas d'argent d'institutions à but lucratif et de représentants de sociétés de combustibles fossiles, de sociétés pharmaceutiques, de grandes entreprises technologiques, de grandes banques, de sociétés de capital-investissement, de fonds spéculatifs, d'entreprises agroalimentaires et de l'industrie de l'armement.

XXII. Nous ne sommes pas une ONG

Notre objectif est la solidarité, pas la charité. Nous pensons que le véritable changement vient des mouvements de personnes, et non de la bienfaisance de philanthropes. Nous n'avons de comptes à rendre qu'à ces mouvements et aux communautés dont ils sont issus.

XXIII. Combattre sur tous les fronts

Notre coalition reflète la diversité des luttes dans le monde. Nous accueillons des syndicats, des partis, des mouvements, des publications, des centres de recherche, des associations de quartier et des militants individuels dans leur lutte solitaire. Ensemble, cette coalition est plus grande que la somme de ses parties et suffisamment puissante pour refaire le monde.

XXIV. De chacun et à chacun

Notre modèle d'adhésion est simple : de chacun, selon ses capacités, et à chacun, selon ses besoins. Nous attendons de nos membres qu'ils participent à la formation de notre front commun de toutes les manières possibles. Et nous nous efforçons de soutenir nos membres de toutes les manières que leur lutte l'exige.

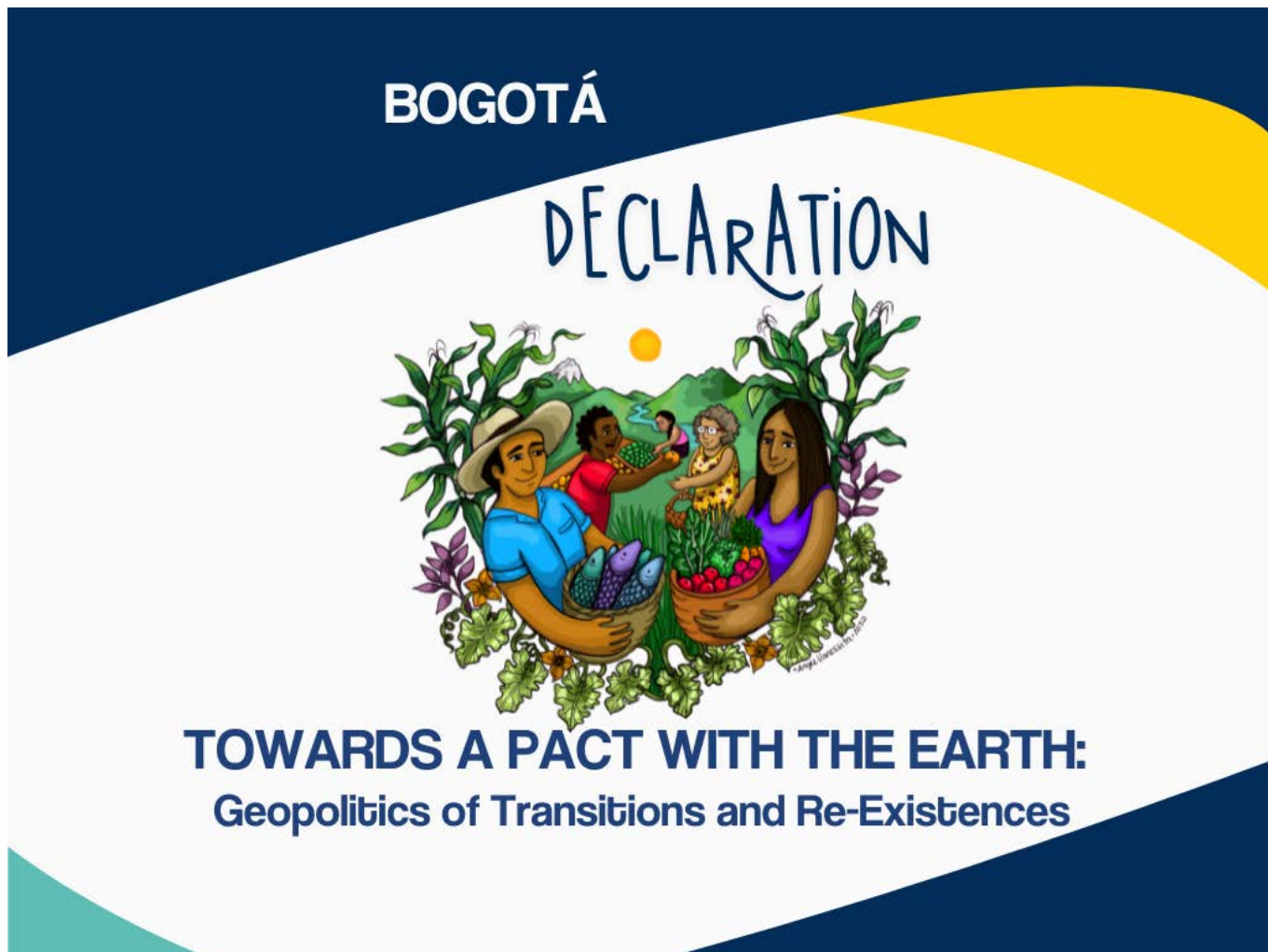
XXV. La solidarité n'est pas un slogan

Nous pensons que la solidarité est une action. L'expression de la sympathie pour nos alliés est commune. Notre tâche est de reconnaître leur lutte comme étant la nôtre, d'organiser nos communautés pour qu'elles prennent part à cette lutte, et d'unir nos forces au-delà des frontières dans une défense commune des personnes et de la planète. ■

La Déclaration a été adoptée à l'issue du sommet inaugural de l'Internationale Progressiste qui s'est tenu en septembre 2020. De plus amples informations sur le mouvement et ses initiatives sont disponibles à l'adresse suivante : <https://progressive.international>.

> Déclaration de Bogota : Vers un Pacte avec la Terre

Pacte écosocial et interculturel du Sud



Crédit : [Pacto Ecosocial e Intercultural del Sur](#), 2023.

Après le déclenchement de la pandémie de Covid-19, une « nouvelle normalité » a été instaurée, accompagnée de signes de chaos et d'instabilité. Ce nouveau statu quo mondial met en évidence l'aggravation de plusieurs crises (sociale, économique, politique, écologique, sanitaire et géopolitique) reliées les unes aux autres, qui se renforcent mutuellement tout en ayant une dimension civilisationnelle. Nous constatons avec beaucoup de préoccupation un affaiblissement des institutions et des pratiques démocratiques à travers le monde entier, en même temps qu'un renforcement des idéologies d'extrême droite et de l'autoritarisme, ainsi que la perpétuation d'une culture de la guerre à différents niveaux, en lien étroit avec le capitalisme, le colonialisme et l'exacerbation du patriarcat et du racisme.

> Contre la nouvelle culture de la guerre

Dans le contexte historique actuel, il convient de distinguer les différents niveaux de la guerre qui sont à l'œuvre.

Il y a d'abord la guerre menée contre la vie et la nature. Des territoires sont dévastés par la militarisation et l'augmentation de la violence, qui se manifestent avec une intensité particulière sur les corps des femmes et des défenseurs de la nature, surtout lorsqu'ils appartiennent à des peuples autochtones ou à des communautés racialement et ethniquement marginalisées, en particulier les afro-descendants. Sur le plan mondial et géopolitique, l'une de ces guerres, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a exacerbé les crises énergétique, humanitaire et alimentaire, tout en ravivant la menace nucléaire dans un contexte de rivalité inter-impériale.

>>

De même, la progression mondiale des idéologies patriarcales, racistes, transphobes et xénophobes d'extrême droite, ainsi que le contrôle toujours plus grand des systèmes politiques par l'argent et les règles de l'Organisation mondiale du commerce, ont imposé la pleine primauté du capital – en particulier des secteurs de la finance, des hydrocarbures, de l'agro-industrie, de l'armement, de l'automobile, des médias d'entreprise et de l'industrie pharmaceutique, entre autres – sur les droits des peuples et sur la vie elle-même. Les secteurs de production qui reflètent le plus clairement ce contrôle du capital portent également la plus grande responsabilité dans la guerre menée contre la vie qui caractérise le capitalisme néolibéral. Par conséquent, la lutte pour une transition écosociale juste implique nécessairement la défense de la démocratie dans toutes ses dimensions, depuis les sphères politiques institutionnelles, internationales, nationales et régionales jusqu'à la construction de modes d'autogestion et d'autonomie territoriale et locale.

La guerre contribue également à l'exacerbation des formes traditionnelles et des nouvelles formes d'extractivisme associées à la « transition verte » des entreprises. La nouveauté réside dans le fait que la transition énergétique du Nord vers une énergie prétendument « propre » se traduit par une pression accrue sur le Sud pour extraire le cobalt et le lithium nécessaires à la production de batteries de haute technologie, ainsi que d'autres minerais stratégiques pour la transition. Cette pression se manifeste également dans la demande de bois de balsa nécessaire à la construction des pales d'éoliennes, ou dans la concurrence pour les surfaces de terre destinées aux fermes solaires à grande échelle et aux nouvelles infrastructures dédiées aux mégaprojets de production d'hydrogène.

Ces dernières années, les propositions de « pacte vert » (*Green Deal*) se sont multipliées. Quoique diverses et hétérogènes, elles sont généralement devenues un cadre de confluence politique et discursive dans le Nord global pour réduire les émissions de carbone et promouvoir une croissance économique soi-disant « équitable » et « durable ». La justice climatique est souvent au centre de ces pactes verts, qui allouent des fonds pour indemniser les communautés qui ont historiquement souffert d'impacts environnementaux négatifs. Mais trop souvent, cette justice climatique se limite au champ national. Dans son empressement à passer aux énergies renouvelables, le Nord global prend rarement en compte les multiples répercussions d'une telle transition sur le Sud global.

C'est ainsi que se dégage ce que Breno Bringel et Maristella Svampa appellent le « [consensus de la décarbonation](#) », un processus qui, bien qu'il préconise un changement des sources d'énergie (des combustibles fossiles aux énergies « renouvelables »), aggrave les inégalités existantes et poursuit la marchandisation de la nature. Il s'agit d'un consensus qui vise à atteindre la décarbonation mais qui n'implique un changement du profil métabolique de la

société – les modèles de production, de consommation, de circulation des biens et de production de déchets – mais plutôt une intensification de l'exploitation des ressources naturelles dans le cadre d'une idéologie de croissance économique illimitée.

Dans ce contexte, nous réitérons nos revendications récemment présentées dans le [Manifeste des peuples du Sud pour une transition énergétique écosociale](#). Nous réaffirmons également le besoin urgent d'un changement de cap en Amérique latine et dans le monde entier, comme le réclament les voix des peuples en résistance et les récentes flambées de protestations sous différentes latitudes de notre région. Un changement superficiel, tel que proposé par les acteurs hégémoniques, n'est pas suffisant. Actuellement, même les grandes entreprises commencent à parler d'une « transition juste » et présentent le « consensus de décarbonation » comme une fin en soi, occultant le fait qu'il reproduit la même logique d'accumulation, de dépossession et d'exploitation. Nous devons démasquer et nous opposer fermement aux nouvelles avancées du « capitalisme vert », en nous engageant en faveur d'une transformation radicale qui reconnaisse et ouvre la voie à d'autres modes d'existence en équilibre et en réciprocité avec le tissu de la vie.

Il est urgent de réduire les émissions de carbone, mais aussi de remettre en question le métabolisme social actuel du capital. Les programmes hégémoniques de « transition » reposent sur des conceptions corporatistes, technocratiques, néocoloniales, et même non viables, qui n'en appellent pas à des transformations structurelles, et encore moins à intégrer les limites naturelles et écologiques de la planète. Au sein du Pacte écosocial, nous remettons en question ces approches et reconnaissons la nécessité d'ancrer la transformation socio-écologique dans une logique de justice globale qui soit à la fois critique et constitue une alternative aux propositions hégémoniques de transition écologique.

> Nos principes et nos programmes

À Bogota, lors de notre première réunion en présentiel après la pandémie de Covid-19, nous avons souscrit aux principes suivants : les principes d'égalité, de justice et de redistribution sociale ; les principes de soin, d'interdépendance et de viabilité de la vie ; les principes de réparation et de réciprocité ; et les principes de démocratie, d'autodétermination, de plurinationalité, d'interculturalité et d'éthique inter-espèces.

Nous réaffirmons également nos objectifs et proposons la continuité concernant les thèmes et programmes d'action suivants :

1. Nous nous engageons à **donner une place centrale au paradigme du soin dans l'organisation de nos sociétés.**

>>

Nous faisons référence à toutes les formes de soins : les soins interpersonnels, les soins personnels et les soins apportés aux êtres non humains qui partagent cette planète avec nous en interdépendance. Les soins sont fondamentaux pour rétablir les équilibres relationnels et écosystémiques. Nous avons tous besoin de soins à certains moments ou phases de notre vie, et c'est quelque chose qui est systématiquement passé sous silence dans le récit patriarcal/néolibéral sur le sujet individuel autonome. Les soins, en tant qu'aspect essentiel du bien-être, devraient être activement assumés et partagés par tous les membres de la société, quel que soit leur genre, ce qui revient à déconstruire l'attribution de ces soins comme tâche prétendument féminine. Ainsi, dans la dynamique du patriarcat, les femmes (en particulier les femmes pauvres et racisées, les femmes autochtones et celles qui sont marginalisées) ont assumé la responsabilité quasi totale des soins, ce qui représente une surcharge de travail dans le domaine de la reproduction qui affecte leurs conditions de vie. Les soins devraient être reconnus et valorisés comme un ensemble de tâches essentielles à la vie et au bonheur, comme cela est redevenu évident pendant la pandémie. Cela ne se traduit pas automatiquement par une rémunération et une intégration dans la sphère du marché ou de l'État, car le fait que de nombreuses formes de soins existent en dehors du domaine de l'accumulation du capital est un point de départ pour la construction de sociétés au-delà des logiques capitalistes. Assumer collectivement ou en communauté certains aspects des soins et de la reproduction de la vie est la base pour construire des communs, comme le montrent de nombreuses expériences en Amérique latine. Cela ne veut pas dire que les États ne doivent pas élaborer des politiques de soins qui renforcent ces espaces communautaires, assumer la responsabilité de soins plus spécialisés ou promouvoir les soins en tant qu'élément essentiel du bien-être social.

2. Nous considérons qu'il est essentiel d'aborder **la dette écologique et les dettes extérieures/éternelles** dans le cadre d'une transition écosociale juste opérée depuis le Sud global.

Aucune justice climatique ou transformation socio-écologique n'est possible sans réparations pour ces dettes et sans l'abolition de celles-ci. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence le problème de la dette et le besoin urgent de solutions réelles, et pas seulement d'une aide temporaire ou à très court terme. Nous estimons qu'il est nécessaire **de remettre en question et de repenser la géopolitique actuelle des transitions écosociales** moyennant des stratégies intégrales qui garantissent des horizons de vie digne pour toutes et tous sur le plan de la justice intégrale, ontologique et des réparations. Loin de réduire les écarts géopolitiques, les propositions de transition hégémonique risquent fort d'aggraver les dettes coloniales et écologiques avec le Sud. Pour avancer sur la voie de solutions durables, il est

nécessaire, quoique pas suffisant, d'exiger l'annulation des dettes extérieures des pays du Sud global, ainsi que des audits menés par les citoyens et la dénonciation répétée de la violence et de la corruption liées à la dette extérieure. En résumé, notre proposition vise à systématiser les contributions qui considèrent la question des réparations de la dette écologique et de l'annulation des dettes extérieures comme une occasion de repenser la réorganisation du système financier international à partir de modèles de justice environnementale et géopolitique.

3. Depuis le début de nos actions, dans le cadre du Pacte écosocial et interculturel, nous insistons sur le fait qu'**aucune transition écosociale n'est possible sans que la justice sociale et la justice environnementale ne soient considérées comme les deux aspects d'une même question, avec pour objectif une transformation socio-économique profonde**. À court terme, cependant, certaines propositions transitoires sont nécessaires, notamment l'introduction d'un revenu de base universel, qui place la question de la citoyenneté au centre des préoccupations et qui repose sur des systèmes d'impôt progressif pour assurer sa faisabilité et son bon fonctionnement. Il ne faut pas oublier que les pays d'Amérique latine ont un système d'impôt régressif, basé sur des impôts indirects ou des taxes sur la consommation qui touchent en premier lieu les plus vulnérables. Les grandes fortunes, les héritages, les dommages causés à l'environnement et les revenus financiers sont autant de ressources fiscales qui ont peu de poids dans les régimes fiscaux nationaux. Les données les plus récentes indiquent que l'évasion fiscale en Amérique latine représente un manque à gagner de près de 300 milliards de dollars (soit 6,1% du PIB régional), et que 27% des richesses se trouvent dans des paradis fiscaux. Par ailleurs, la crise du Covid-19 a encore accentué les inégalités. Dans notre région, les 10% de personnes les plus riches concentrent 55% de la richesse. Logiquement, la concentration des richesses est corrélée à la pollution, puisque les 10% les plus riches de la population mondiale émettent près de la moitié de tous les gaz à effet de serre. L'introduction d'un revenu de base universel est une stratégie nécessaire pour la redistribution et pour lutter contre la pauvreté, mais elle doit faire partie d'une transformation plus globale vers la démarchandisation de la vie, moyennant l'expansion des infrastructures publiques gratuites et des communs.

4. Nous savons qu'aucun pays ne peut se sauver seul. Le « nationalisme climatique » et les discours sur la « souveraineté nationale » cachent souvent les problèmes plus profonds d'une crise écologique. Pour que les politiques nécessaires aient un impact réel sur les populations, modifient l'équilibre des forces sociales et s'attaquent aux grands défis de notre époque, **de nouvelles formes de dialogue politique et de coopération régionale doivent être développées, avec la participation d'une**

part importante de la société civile. Nous défendons la **plurinationalité** et l'**intégration régionale souveraine**, avec pour priorité les économies locales et pour objectif une dissociation sélective de l'économie mondiale. Dans la lignée des propositions de diverses organisations latino-américaines, nous pensons qu'il faut s'orienter vers l'élaboration d'un **pacte fiscal régional** qui reconfigure intégralement, et dans l'ensemble des juridictions, le système fiscal actuel dans le sens de l'équité, en ouvrant la voie aux réformes sociales et environnementales qui s'imposent de manière urgente afin de réduire les nombreuses inégalités qui persistent. Sans cela, il n'y a pas de voie possible vers une transition écosociale juste et complète.

5. Les politiques de transition nécessaires à court terme doivent être envisagées parallèlement au mode de production. Nous devons **problématiser les processus actuels d'industrialisation** en Amérique latine et ce que cela implique d'être l'usine des pays du Nord. La création de véritables zones de sacrifice à haute toxicité est facilitée par le développement industriel dans certaines régions de pays comme le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Chili, et pas seulement par le modèle extractiviste axé sur l'exportation de produits primaires. Le risque d'extension à d'autres pays est élevé compte tenu du conflit entre la Chine et les États-Unis pour les « ressources naturelles » et la main-d'œuvre d'Amérique latine, ce qui continuera d'alimenter la demande en matières premières et d'exacerber l'exploitation des produits de base.

6. Ce sujet nous amène également à nous interroger sur les propositions alternatives de production qui permettraient d'aller vers d'autres réponses qui prennent en compte l'**éthique inter-espèces** et remettent en cause les relations de pouvoir caractérisées par la domination et l'exploitation des êtres sentients non humains. Le modèle actuel est légitimé par une vision anthropocentrique qui catégorise les êtres vivants non humains comme inférieurs et les transforme en objets, en produits et en propriété privée au service des êtres humains et du système capitaliste. Les industries de l'élevage et de la pêche, l'industrie pharmaceutique, le secteur du tourisme et l'industrie textile, qui exploitent les animaux comme force de travail ou les transforment en produits, en privilégiant leur performance économique au mépris de leur qualité de vie et de leur dignité, en sont un exemple.

7. **Les transitions écosociales ne peuvent se limiter à la question énergétique.** Il est essentiel de mettre en œuvre une transformation structurelle du système énergétique, mais aussi du modèle productif et urbain, ainsi que des liens avec la nature : il faut déconcentrer, déprivatiser, démarchandiser, décentraliser, dépatricariser, déhiérarchiser, déracialiser, réparer et guérir. Pour y parvenir, nous devons décorrélés nos structures économiques, sociales et culturelles des combustibles fossiles, du mandat d'exploitation de la nature et de l'imaginaire développemen-

taliste d'un eldorado. Nous devons comprendre la crise socio-écologique actuelle non seulement comme une accélération du changement climatique, mais aussi comme une crise de la diversité (extinction des espèces) et d'un régime alimentaire non viable.

8. **L'énergie est un droit, et la démocratie énergétique est un horizon pour le maintien des réseaux de vie.** La justice écosociale doit avoir pour but d'éradiquer la pauvreté énergétique et implique le démantèlement des relations de pouvoir qui continuent à donner un accès prioritaire à un groupe privilégié de la société. D'ici peu, les combustibles fossiles seront des actifs immobilisés ou obsolètes. Dans un horizon de transition énergétique juste, laisser les combustibles fossiles sous terre et engager une « désescalade » des processus d'exploitation des hydrocarbures (sous leurs formes nouvelles et anciennes) implique une rupture de sens pour que la nature ne soit plus assimilée à un simple fournisseur de ressources.

9. **Une décarbonation effective est nécessaire, mais elle doit s'accompagner d'un renoncement à la marchandisation et ne pas consolider de nouvelles formes d'extractivisme et zones de sacrifice dans les pays du Sud.** Nous devons être attentifs aux « fausses solutions », comme le montrent les limites et les ambivalences des énergies renouvelables (lithium et minéraux pour la transition) et tous les systèmes de compensation des émissions. Cela inclut le consensus trouvé par les entreprises et les États dans des espaces tels que la COP pour mettre en œuvre des modèles énergétiques controversés pour le Sud, comme c'est le cas avec l'hydrogène vert, l'agriculture intelligente, les marchés du carbone, la géo-ingénierie et d'autres propositions destinées à maintenir les rapports de force énergétiques actuels entre le Nord et le Sud.

10. Nous pensons qu'**une transition écosociale juste, en tant que processus de transformation globale, n'est pas ni ne peut être une promesse pour l'avenir.** Des transitions sont déjà à l'œuvre à travers une multitude d'expériences dans les communautés et les territoires à la fois ruraux et urbains, ainsi qu'à travers les résistances territoriales menées dans le monde entier contre la continuité du modèle hégémonique et des fausses solutions. Il est urgent de recenser et de renforcer ces processus de ré-existence liés, entre autres, à l'énergie communautaire, aux projets agro-écologiques, aux jardins urbains, à la production décentralisée et aux économies alternatives.

11. Un pilier central de la transition consiste à **promouvoir l'agroécologie** pour transformer le système agroalimentaire à travers la création et la promotion de ceintures vertes d'agriculture écologique dans les villes, ce qui permet de générer des emplois et de garantir des aliments sains, sûrs et bon marché. En outre, cela favorise l'autonomie et la souveraineté alimentaire grâce à des systèmes

de production et de distribution destinés à renforcer les marchés agroécologiques locaux de petits agriculteurs et producteurs solidaires qui encouragent une culture associative et communautaire et la (co-)responsabilité des citoyens dans la production, les systèmes participatifs de certification ou de garantie et la consommation.

12. Nous vivons dans des villes planifiées par et pour la spéculation immobilière (dont l'autre facette est la crise du logement et le manque d'espaces verts) et dominées par la dictature de l'automobile (avec des transports publics insuffisants et surchargés). Cette caractéristique a attiré l'attention sur la vie urbaine et rappelle la nécessité d'un changement radical dans la façon dont nous vivons dans les métropoles. **Nous devons ruraliser l'urbanité, en particulier dans les grandes villes où le lien avec la nature est pratiquement inexistant.** À travers le Pacte écosocial et interculturel du Sud, nous proposons de relier le « droit à la ville à la justice écologique » pour changer la façon dont nous vivons, dont nous nous alimentons, dont nous nous déplaçons, et dont nous sommes en relation les uns avec les autres dans les zones urbaines. Pour y parvenir, nous appelons à un nouveau type d'urbanisme écologique et démocratique capable de produire des changements socio-environnementaux efficaces dans les domaines suivants : le métabolisme de l'eau (accès équitable à l'eau, et gouvernance de l'eau), la dynamique des flux urbains (meilleure gestion des déchets et de la pollution, formes durables de mobilité et production locale d'aliments sains en encourageant l'agriculture urbaine et le contact direct avec les petits producteurs) et les infrastructures urbaines (logements accessibles, écologiques et dignes, et conceptions de l'urbanisation qui s'attaquent à la ségrégation socio-spatiale et à la spirale de la pauvreté, de l'inégalité et de la violence).

13. Si l'engagement local en faveur de la transformation pour la vie, le renforcement de l'autonomie et l'exigence que les États les respectent et les garantissent sur le plan juridique, culturel, territorial et budgétaire sont une condition nécessaire, **ils doivent être étendus et renforcés à différentes échelles (régionale, nationale, latino-américaine et internationale).** Pour cela, il est essentiel de continuer à avancer dans l'identification des ennemis communs et la défiance à leur égard, tout en déterminant des cadres discursifs et politiques convergents pour les luttes transformatrices. L'internationalisme et l'échange d'expériences entre les différentes régions du monde sont fondamentaux pour éviter l'isolement politique et fournir des réponses globales plus solides. Dans ce processus, il est important d'identifier les différents types d'alliés dans les luttes transformatrices, y compris les acteurs qui interviennent à différents niveaux de gou-

vernement, mais toujours en tenant compte du rôle central des luttes éco-territoriales.

14. Enfin, nous sommes convaincus qu'un élément fondamental du Pacte écosocial et interculturel du Sud est la reconnaissance juridique des **Droits de la nature**. En d'autres termes, les êtres humains doivent reconnaître la nature comme un sujet de droits (et non comme un simple objet) avec lequel ils doivent coexister harmonieusement, en respectant ses rythmes et ses capacités. Cela implique également de s'orienter vers une **éthique du soin** qui, dans le cadre des ontologies relationnelles et des nouveaux défis climatiques, doit également être définie comme une **éthique inter-espèces**, qui envisage les plurivers, notre être dans et avec d'autres êtres sentients humains et non humains.

En résumé, notre objectif est de contribuer à élaborer un programme régional et mondial orienté vers des transitions réellement justes, qui requièrent la participation et l'imagination populaire, ainsi que l'intersectionnalité entre les luttes de différentes générations et de différents types, sociales et interculturelles, féministes et écologistes. Cela impliquera sans aucun doute non seulement un débat approfondi sur toutes ces questions, mais aussi l'établissement de dialogues politiques permanents Nord-Sud et Sud-Sud, sur d'autres bases géopolitiques, à partir d'une redéfinition du multilatéralisme en termes de solidarité, de réciprocité, d'égalité, d'interdépendance et d'éco-dépendance.

Avec une sensibilité ouverte aux processus de changement qui sont à l'œuvre dans notre région – avec ses sursauts d'espérance et ses nouveaux élans populaires – mais aussi conscients du poids des forces rétrogrades et oligarchiques, **nous, au sein du Pacte écosocial et interculturel du Sud, continuerons à encourager les actions de protestation et les propositions, les critiques et les alternatives, les résistances et les ré-existences dans le Plurivers.** Pour ce faire, nous avons repris les récits relationnels et les visions d'avenir qui ont été élaborés au cours des dernières décennies à travers différentes luttes, en nous situant toujours à leurs côtés : les droits de la Nature, le bien-vivre, la justice redistributive, les soins, les transitions justes, l'autonomie, le post-extractivisme, les féminismes éco-territoriaux, la souveraineté alimentaire et l'autonomie.

Nous ne défendons pas n'importe quel Pacte. Le nôtre n'est pas le Pacte vert hégémonique des accords et des traités entre les acteurs dominants, mais un Pacte avec la Terre, depuis et pour le Sud global. Il s'agit d'un Pacte compris comme un engagement envers d'autres façons d'être et d'exister dans le monde. ■

La Déclaration de Bogota a été rédigée à la suite de l'Assemblée annuelle du Pacte écosocial du Sud qui a eu lieu à Bogota (Colombie) en mars 2023. De plus amples informations sur le Pacte écosocial du Sud sont disponibles sur son [site web](#) ou sur ses réseaux [X](#), [Facebook](#) et [Instagram](#).

> Manifeste pour des alternatives socio-écologiques au Nigeria

Nigeria Socio-Ecological Alternatives Convergence



À Abuja, au Nigeria, en 2024.
Crédit : Breno Bringel.

Face aux principales menaces sociales et écologiques, le Nigeria se trouve en première ligne. Au cours des dernières décennies, les difficultés auxquelles le pays est confronté se sont considérablement accrues ; on peut le constater à travers les multiples répercussions qui menacent le bien-être, et même la survie, du peuple nigérian. Bien que le pays ait bénéficié de l'un des meilleurs climats et de l'un des écosystèmes les plus diversifiés au monde, cette immense dotation naturelle se trouve aujourd'hui à un point de basculement critique en raison de l'aggravation du changement climatique, de la perte de biodiversité, de la pollution et d'autres dégâts écologiques. Des dizaines d'années d'extraction minière inconsidérée et peu réglementée, la dégradation systématique de l'environnement au nom de « l'urbanisation » et de « l'industrialisation », l'insuffisance des politiques mises en place et l'impact croissant du changement climatique se sont conjugués pour placer le pays face à des menaces écologiques aux proportions existentielles. Sur tous les fronts, les écosystèmes se détériorent, les populations sont menacées et l'avenir est incertain.

Malgré l'évidence de ces menaces, les autorités nigérianes, que ce soit à l'échelon national, régional ou local, continuent à faire comme si de rien n'était et à autoriser des pratiques qui accélèrent l'extractivisme irréfléchi et la destruction systématique de l'environnement, au détriment des populations locales. La dure réalité à laquelle l'État nigérian et sa population doivent faire face est qu'une action délibérée, fondamentale et radicale est

nécessaire pour restreindre les effets actuels et à venir de la crise socio-écologique.

La Charte que nous présentons ici est un appel résolu à réformer en profondeur le paysage socio-écologique du Nigeria. Elle offre une vision et un plan d'action pour un ordre socio-écologique durable, juste et équitable, qui accorde la plus grande importance au bien-être des personnes et à la protection de l'environnement.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont sans précédent. Les forêts ont en grande partie disparu de l'ensemble du territoire nigérian. L'air est de plus en plus délétère. Les sources d'eau sont massivement polluées. Le delta du Niger, qui fut jadis un écosystème très riche, est depuis longtemps associé à une pollution par les hydrocarbures aux proportions écocidaires. La désertification progresse à un rythme effréné et les épisodes de sécheresse sont désormais courants. Les étendues d'eau se réduisent et disparaissent. Les inondations sont plus graves et plus fréquentes. Le niveau des eaux côtières augmente rapidement, submergeant des communautés entières. Les rendements agricoles diminuent. Il est donc impératif que nous agissions avec détermination et de manière urgente. La présente Charte expose un plan visant à relever les défis les plus pressants.

Notre vision est celle d'un Nigeria où coexistent l'intégrité écologique, la justice sociale et le bien-être économique. Il nous faut donner naissance à un nouveau Nigeria où les

>>

droits de la nature sont respectés, où les communautés ont le contrôle de leurs ressources et jouissent d'une démocratie des ressources, et où chacun a accès à l'air pur, à l'eau et à un environnement sain. Ce manifeste trace une voie vers cette vision, ancrée dans les principes de la justice environnementale, de la démocratie participative et du développement durable. Le Nigeria que nous imaginons est un pays où les Nigériens déterminent les transformations qui se produisent dans leur environnement.

> Principes fondamentaux de la Charte des Alternatives socio-écologiques du Nigeria

La présente Charte s'appuie sur les principes fondamentaux et les préceptes idéologiques suivants :

- **Justice écologique.** Ce principe reconnaît les effets disproportionnés de la dégradation de l'environnement et du changement climatique sur les populations des communautés pauvres et marginalisées et insiste pour que cette disproportion soit prise en compte dans les mesures prises à l'échelle nationale et mondiale pour faire face aux problèmes environnementaux et aux changements climatiques.
- **Participation des populations.** Ce principe valorise l'émergence de communautés actives et résilientes qui sont à même de participer à tous les processus décisionnels qui ont une incidence sur leur vie et leur bien-être écologique.
- **Souten-habilité.** Ce principe reconnaît la résilience et le savoir-faire des peuples autochtones et met en valeur leurs habiletés, leur culture et leurs compétences pour développer des solutions et des pratiques écologiques durables qui protègent l'environnement et encouragent d'autres pratiques durables.
- **Responsabilité.** Ce principe souligne la nécessité de faire assumer aux entreprises et aux entités gouvernementales la responsabilité de leurs empreintes écologiques. Il repose sur la ferme conviction que les entreprises et les pouvoirs publics doivent respecter les réglementations et les principes établis pour ne pas nuire, faire l'objet de sanctions lorsqu'ils les enfreignent et réparer les dommages causés par leurs activités.
- **Solidarité et partenariat.** Ce principe reconnaît l'importance de favoriser l'unité et la coopération entre les différentes communautés et les mouvements à travers le monde, dans le but général de constituer des forces solides, dynamiques et unies en faveur de la transformation écologique et de la protection de la planète.

> Charte de revendications

1. La sécheresse et la désertification

Au cours des dernières décennies, les États du nord du Nigeria ont connu de plus en plus d'épisodes de sécheresse.

Ces épisodes prolongés de précipitations inférieures à la moyenne, qui ne permettent pas de satisfaire les besoins en eau des cultures et du bétail, ont eu des conséquences désastreuses sur le bien-être socio-économique général des populations. Essentiellement constituées d'agriculteurs, les populations autochtones des régions touchées subissent d'importantes baisses de revenus en raison des mauvaises récoltes et des pertes en bétail.

La sécheresse présente également d'importants risques sanitaires, qui peuvent avoir de graves répercussions sur les populations autochtones. Le stress hydrique et le manque d'alimentation adéquate entraînent des problèmes de santé tels que la malnutrition, en particulier parmi les populations vulnérables, notamment les enfants et les personnes âgées. La pauvreté et la précarité engendrées par les mauvaises récoltes et les pénuries d'eau dues à la sécheresse obligent les populations rurales à émigrer, ce qui provoque des conflits et crée des problèmes socio-économiques.

Les effets du changement climatique, du surpâturage, de la déforestation et des pratiques non durables d'utilisation des terres, associés à une exposition prolongée à la sécheresse, ont entraîné la désertification de plusieurs États du nord du Nigeria. Des terres arables ont ainsi été perdues, mettant en péril la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Les données indiquent que la désertification concerne d'ores et déjà environ 75% des terres dans les États qui bordent le désert, ce qui représente environ 43% de la superficie totale du Nigeria. On estime également que la part du désert a tendance à croître du nord-est au nord-ouest du Nigeria, à raison de 600 mètres par an. On estime également qu'environ 50% des étendues d'eau du nord du Nigeria se sont considérablement réduites en raison de la sécheresse et de la désertification. Le rétrécissement du lac Tchad a été partiellement attribué à ces mêmes causes.

Il est essentiel que le gouvernement prenne des mesures immédiates et appropriées pour atténuer l'impact de la sécheresse et de la désertification sur les populations vulnérables et que d'autres mesures politiques soient prises pour inverser la tendance.

En conséquence, la population réclame des mesures de boisement et de reboisement, un soutien aux stratégies d'adaptation des communautés locales, une gestion durable des terres et des projets de conservation de l'eau.

2. Les inondations

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les inondations sont la catastrophe la plus récurrente au Nigeria. Depuis au moins 2012, le pays connaît des inondations récurrentes et de plus en plus graves, avec des conséquences dévastatrices sur les populations à travers l'ensemble du territoire. Les inon-

datations de 2012 ont été parmi les plus importantes de l'histoire récente, avec plus de 30 des 36 États du Nigeria touchés, des millions de personnes déplacées et des dommages considérables causés aux habitations, aux infrastructures et aux terres agricoles. Ces inondations ont été le signe d'une intensification des défis écologiques auxquels le pays continue d'être confronté aujourd'hui.

Au cours des années suivantes, des inondations graves ont continué à se succéder, avec des incidents majeurs presque chaque année. Les inondations sont souvent attribuées à des pluies abondantes et prolongées, à de mauvais systèmes de drainage urbain, à la déforestation et au lâcher d'eau de barrages. Celles de 2018 et 2020, qui ont été particulièrement destructrices, ont touché de vastes zones et entraîné des pertes économiques considérables.

Ces inondations ont eu de profondes répercussions sur les communautés locales. Elles ont entraîné la perte de nombreuses vies humaines, le déplacement de familles entières et la destruction d'infrastructures essentielles, notamment des routes, des ponts et des écoles. Le secteur agricole a été gravement touché, avec des terres agricoles submergées, des récoltes détruites et du bétail perdu, ce qui a entraîné des difficultés économiques pour les agriculteurs et contribué à la pénurie alimentaire à l'échelle du pays. Les risques sanitaires ont également augmenté, en raison des maladies d'origine hydrique et de la rupture d'approvisionnement en eau propre.

Face à ces répercussions de plus en plus graves, le gouvernement ne parvient cependant toujours pas à élaborer des réponses à la fois efficaces et durables. Jusqu'à présent, la réponse des autorités a surtout consisté à fournir une aide d'urgence minimale et à émettre des alertes précoces. Ces mesures ont souvent été inefficaces, et insuffisantes pour véritablement atténuer les effets des inondations. Lorsque les alertes aux inondations sont diffusées, aucune action n'est engagée en conséquence pour assister les communautés qui ont besoin d'être relogées et dont la survie est menacée.

En conséquence, la population réclame des infrastructures de lutte contre les inondations, la protection des zones humides, la relocalisation des communautés les plus durement touchées, des aides économiques, et de ne pas se limiter à émettre des alertes et de véritablement lutter contre le changement climatique.

3. La déforestation

Le Nigeria a l'un des taux de déforestation les plus élevés au monde. Selon les Nations unies, on estime que 3,7% des forêts nigérianes sont détruites chaque année. Les principales causes sont le défrichement pour l'expansion rapide de l'agriculture et l'exploitation du bois, à la fois légale et illégale, qui sont principalement liés à la corrup-

tion et à une application inefficace de la loi. La couverture forestière du Nigeria s'est considérablement réduite, passant d'environ 40% dans les années 1960 à moins de 10%. Avec l'augmentation du taux de déforestation, le scénario est aujourd'hui bien pire. La déforestation représente une menace pour la biodiversité, contribue au changement climatique et perturbe les cycles de l'eau. La perte de la couverture forestière a un impact négatif non seulement sur la faune et la flore, mais aussi sur les populations locales qui dépendent des forêts pour leur subsistance.

De nouvelles menaces contre les forêts sont apparues récemment. Les forêts du Nigeria sont de plus en plus perçues comme une source supplémentaire de revenus pour remplir les coffres des États, d'où une accélération sans précédent dans l'abattage de forêts pour leur valeur monétaire. Il convient également de noter que, ces derniers temps, les efforts déployés au niveau mondial pour atténuer le changement climatique ont donné lieu à une nouvelle vague de « marchandisation » et d'« accaparement » des forêts, valorisées comme la source d'illusoires crédits carbone. La valeur des forêts ne peut être évaluée en termes monétaires sans tomber dans le piège qui consiste à penser que la nature ne peut être protégée que si elle a une valeur financière.

En conséquence, la population réclame des initiatives locales pour protéger les forêts, la fin de la financiarisation de la nature, la fin de l'extension des plantations, et la reforestation.

4. Les droits relatifs à l'eau

Des milliards de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'eau potable, les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les plus défavorisés étant ceux qui en souffrent de manière disproportionnée et qui doivent dépenser des sommes exorbitantes pour s'assurer cette nécessité. Dans de nombreux cas, l'absence d'accès à l'eau et la pénurie d'eau entraînent une détérioration de la santé publique, de la sécurité et du bien-être général de la population. La crise est d'autant plus grave dans les pays en développement, dont le Nigeria, où les difficultés économiques, les déficiences infrastructurelles, les machinations néocoloniales, les défis environnementaux et les défaillances systémiques dans la gouvernance se conjuguent pour faire de l'eau une urgence nationale et environnementale et mettre en évidence les énormes inégalités sociales. Au Nigeria, le débat se poursuit sur la question de savoir si l'eau doit être considérée comme un bien public ou une marchandise économique, dans un contexte de lutte entre propriété publique et contrôle privé des ressources en eau.

Il est important de noter que l'imposition coloniale de structures capitalistes a créé les conditions initiales qui ont finalement abouti aux problèmes d'eau que connaît actuel-



lement le Nigeria. Ces politiques ont facilité l'exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre, créant ainsi un précédent pour les politiques postcoloniales, qui perpétuent une gestion de l'eau en tant que ressource commerciale. La pression exercée sur les réserves d'eau est exacerbée par les effets du changement climatique et de la pollution généralisée, notamment en raison de l'extraction d'hydrocarbures et de l'exploitation minière.

La population proclame résolument que le droit à l'eau est une question éthique, sociale et de justice. Nous notons que le Nigeria est signataire de la reconnaissance par les Nations Unies du droit universel à l'eau et à l'assainissement (Résolution 64/292 de 2010). De plus, la pollution des étendues d'eau au Nigeria est une violation des droits de la nature qui proclament que les rivières, les forêts et les écosystèmes sont des entités qui ont des droits.

En conséquence, la population réclame la décentralisation de la gestion de l'eau, la résistance contre la commercialisation de l'eau, la reconnaissance de l'accès à l'eau potable comme un droit de l'homme, des sanctions sévères pour la pollution de l'eau, et la reconnaissance des droits de la nature.

5. Conservation de la biodiversité et restauration des écosystèmes

Le Nigeria possède des écosystèmes variés, allant des forêts tropicales et des savanes aux mangroves côtières et aux zones humides. Ces écosystèmes abritent un vaste ensemble de micro-organismes, de plantes et d'animaux, dont de nombreuses espèces que l'on ne trouve nulle part ailleurs sur la planète. Le Nigeria abrite plus de 864 espèces d'oiseaux, 117 d'amphibiens, 203 de reptiles, 775 de poissons, 285 de mammifères, 4715 de plantes vasculaires ainsi que de nombreuses espèces non répertoriées.

La biodiversité du Nigeria est gravement menacée par l'agriculture industrielle (caractérisée par l'utilisation excessive de produits agrochimiques, le labourage excessif, les monocultures, etc.), la déforestation, la dégradation des sols, la pollution, la surexploitation des ressources naturelles et le changement climatique. D'autres risques sont liés à la surpopulation, à l'urbanisation accélérée, à l'industrialisation, au faible développement économique et à l'inefficacité des lois et des mesures de conservation de la biodiversité.

En réponse à la baisse des rendements agricoles, le gouvernement a autorisé l'adoption d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et d'engrais et de pesticides chimiques qui détruisent encore plus la biodiversité et l'environnement. Au fil des ans, la dépendance à l'égard des produits agrochimiques dans le secteur agricole nigérian s'est accrue, plus de 80% des agriculteurs du pays utilisant actuellement des pesticides et des engrais inor-

ganiques. Les agriculteurs ne connaissent pas la composition de ces pesticides et souvent ils ne les utilisent pas conformément aux spécifications.

La population réclame l'adoption et la promotion de l'agroécologie comme solution aux problèmes de biodiversité auxquels le pays est confronté. L'agroécologie est une approche holistique et intégrée qui applique simultanément des concepts et des principes écologiques et sociaux à la conception et à la gestion de l'agriculture et des systèmes alimentaires. Elle optimise les interactions entre les plantes, les animaux, les êtres humains et l'environnement, tout en répondant à la nécessité de mettre en place des systèmes alimentaires socialement équitables au sein desquels les gens peuvent choisir ce qu'ils mangent ainsi que la manière dont les aliments sont produits et leur lieu de production.

En conséquence, la population réclame une transition vers l'agroécologie, un soutien accru aux petits exploitants agricoles, l'intégration de la Convention sur la diversité biologique, l'adoption du principe de précaution, la protection des réserves et l'élimination des droits de brevet sur toutes les semences végétales et les denrées alimentaires.

6. Exploitation minière et minéraux solides

Bien que l'extraction de minéraux tels que l'étain, la colombite, la tantalite, la wolframite, le plomb, le zinc, l'or et le charbon soit très répandue au Nigeria, sa contribution à l'économie nigériane est relativement limitée. L'exploitation minière dans le pays ne représente que 0,3% de son PIB. Pourtant, ces dernières années, le gouvernement nigérian a activement cherché à diversifier son économie fortement dépendante du pétrole et du gaz, en revitalisant le secteur minier. Parmi les principales évolutions dans ce secteur figurent une série d'initiatives, telles que des réformes en matière de réglementation, qui instaurent un cadre juridique pour l'exploitation minière, comme la Loi sur les minéraux et l'exploitation minière du Nigeria (*Nigerian Minerals and Mining Act*) de 2007 et le Règlement sur l'exploitation minière du Nigeria (*Nigerian Mining Regulation*) de 2011.

Ces dernières années, l'exploitation artisanale et à petite échelle des mines a pris de l'importance dans le secteur. Il s'agit essentiellement de collecte et de raffinage des métaux et des minéraux à partir de minerais secondaires et primaires, au moyen de techniques rudimentaires. Cette activité informelle, motivée par la pauvreté, nuit à l'environnement et présente de graves risques pour la santé et la sécurité des travailleurs et des populations locales. Qu'il s'agisse d'exploitation minière artisanale ou d'activités minières à grande échelle autorisées par le gouvernement, les impacts négatifs sont les mêmes. Les activités minières ont diverses répercussions sur l'environnement, notamment la dégradation des sols, l'érosion, les perturbations écologiques, la destruction de la flore, la pollution de l'air, des sols et de l'eau, les risques sanitaires et les dangers liés aux radiations.

L'un des principaux problèmes mondiaux liés à l'exploitation des minéraux solides et à l'extraction minière concerne les effets du changement climatique. Dans leur processus de désintégration radioactive, certains minéraux se désagrègent spontanément, rayonnant et dégagant un excès d'énergie capable d'affecter négativement les températures à l'échelle mondiale. L'exploitation et l'extraction de minéraux solides produisent également des gaz nocifs tels que le méthane, qui peuvent provoquer des incendies et nuire à l'environnement.

L'exploitation des minéraux solides et l'extraction minière impliquent un défrichage massif de la végétation et des plantes de la croûte terrestre. Cela expose les terres nues, les rendant plus vulnérables à l'avancée du désert, ce qui a des répercussions négatives sur les personnes, les animaux, les plantes, la productivité agricole, l'utilisation et l'aménagement des terres, et surtout les espèces menacées d'extinction. La dégradation des terres entraîne notamment la météorisation, l'érosion, la formation de ravins et les mouvements de masse, qui sont des menaces d'envergure associées à l'exploitation des minéraux solides et à l'extraction minière. Ces problèmes peuvent découler des résidus miniers, des décharges, de l'excavation incontrôlée, des puits miniers abandonnés et de la non-restauration des terres exploitées.

Les activités minières ont également un impact négatif sur la santé, la vie et le comportement culturel des populations en raison de l'introduction dans l'environnement de métaux toxiques, cancérigènes et autres, ainsi que des décharges et des résidus miniers. Ces polluants contaminent l'air, l'eau et le sol, les rendant dangereux pour les humains, les animaux et les plantes. Dans l'État de Zamfara, où des mines d'or sont exploitées, l'exposition au mercure peut nuire au système nerveux central et provoquer des problèmes tels que des irritations des yeux, de la peau et de l'estomac, des problèmes respiratoires, des insomnies, de l'irritabilité, de l'indécision, des maux de tête, une perte d'énergie ou une perte de poids.

Pour remédier à ces maux, la population réclame l'application des réglementations en matière d'exploitation minière, qui passe par le consentement libre, préalable et éclairé des populations autochtones concernées, des recherches appropriées sur les gisements de minéraux au Nigeria, et l'adhésion aux meilleures pratiques internationales, y compris le déclassement de mines et la création de zones exemptes d'exploitation minière.

7. La transition énergétique

Étant donné que le secteur énergétique mondial représente la source la plus importante d'émissions de gaz à effet de serre, responsable d'environ 73% des émissions totales, la transition énergétique devrait se concentrer sur le passage de sources d'énergie responsables des émissions

à des sources renouvelables telles que l'éolien, le solaire et l'hydroélectricité. L'objectif doit être de réduire les émissions de CO₂ à la source, afin d'atténuer de façon notable les effets du changement climatique. Le Nigeria s'est joint à d'autres pays pour fixer des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces objectifs sont décrits dans divers cadres nationaux, y compris l'objectif de parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2060, repris dans les « contributions déterminées au niveau national » (CDN) de 2021.

La transition énergétique est essentielle à la réalisation d'un avenir durable. Cependant, le débat national sur la transition énergétique ne répond pas à un certain nombre de préoccupations. Tout d'abord, la nécessité de la transition est une question de justice. Le Nigeria et les autres pays qui subissent les pires conséquences du changement climatique sont ceux qui ont le moins contribué au cours de l'histoire à produire les émissions à l'origine de la crise climatique. À cet égard, les pays dont les émissions ont été les plus importantes à travers l'histoire doivent assumer la plus grande part de responsabilité dans la transition, y compris dans son financement. Notre approche de la transition doit donc se faire sous l'angle de la justice : elle doit tenir compte des préjudices historiques et offrir des possibilités de réparation, tout en répondant aux besoins énergétiques des populations locales.

L'une des principales difficultés auxquelles le Nigeria est confronté est l'approvisionnement en énergie pour la cuisine. Le bois de chauffage est une source d'énergie essentielle pour de nombreux Nigériens, sachant que plus de 70% des ménages en dépendent pour cuisiner et se chauffer. Cette dépendance est particulièrement forte dans les zones rurales où les sources d'énergie alternatives sont moins accessibles. L'utilisation de bois de chauffage contribue à la déforestation, car les arbres sont coupés pour couvrir ces besoins. La déforestation entraîne à son tour une réduction du nombre d'arbres disponibles pour absorber le CO₂, ce qui a pour effet d'augmenter les niveaux de carbone présent dans l'atmosphère.

Il est important d'être conscients que la recherche de minerais dits de transition pour alimenter les sources d'énergie renouvelables ne doit pas accroître les mêmes inégalités et abus que ceux engendrés par l'extraction de combustibles fossiles. Le Nigeria doit sciemment éviter de s'enfermer dans une autre voie énergétique qui recréerait les mêmes relations d'exploitation de la production et étendrait les zones sacrifiées à l'ensemble de la nation.

En conséquence, la population réclame l'élaboration de politiques inclusives et l'engagement des parties prenantes, le reclassement des travailleurs, des indemnités, la restauration environnementale et l'accès à une énergie propre.



8. L'extraction de pétrole et de gaz

Sans interruption depuis 1956, du pétrole brut a été extrait en quantités commerciales du delta du Niger. À partir de quelques puits de pétrole terrestres initiaux, l'activité d'extraction s'est considérablement développée, avec aujourd'hui des sites d'extraction actifs dans tout le delta du Niger et dans l'État de Lagos. Étant donné l'ampleur des activités d'exploration et d'exploitation du pétrole et du gaz, le delta du Niger s'est transformé en un immense champ pétrolier et gazier. La région représente également une part substantielle de la production mondiale de gaz, avec des réserves prouvées de 192 billions de pieds cubes. L'extraction du pétrole et du gaz de la région a créé des débouchés considérables pour le Nigeria, lui permettant d'engranger des revenus considérables aux niveaux national et régional.

Malgré les revenus considérables tirés des hydrocarbures, les conditions de vie pour les habitants du delta du Niger, où a lieu l'extraction, sont effroyables. Les plus de 40 millions de personnes qui vivent dans cette région productrice de pétrole et de gaz n'ont guère bénéficié des énormes quantités de ressources pompées sous leurs terres, leurs rivières et leurs ruisseaux. Au lieu d'améliorer le bien-être, les infrastructures, les soins de santé, l'éducation et la sécurité, les revenus du pétrole et du gaz sont au contraire à l'origine d'un paradigme inhabituel de pauvreté, de conflit, de dépression et de sous-développement.

Les principaux problèmes de la région ont été créés par des activités d'extraction d'hydrocarbures inconsidérées. Par exemple, sur les 3,5 milliards de pieds cubes de gaz associés estimés être produits chaque année au Nigeria, 2,5 milliards (soit 70%) sont brûlés dans des torchères. Le brûlage des gaz associés se poursuit non pas parce qu'il n'existe pas d'autres solutions pour gérer le gaz d'une manière qui aurait un moindre impact sur l'environnement, mais parce que les compagnies pétrolières et le gouvernement nigérian ont toujours refusé d'y mettre un terme. Les compagnies pétrolières, en particulier, considèrent qu'il est moins coûteux et plus pratique de continuer à brûler le gaz que de mettre en place l'infrastructure nécessaire à sa gestion. La date limite pour mettre fin au torchage du gaz n'a cessé d'être repoussée de 1979 à 2030, voire à 2060. Même après une décision de justice déclarant le torchage

de gaz illégal, le gouvernement préfère laisser les compagnies pétrolières payer des amendes dérisoires plutôt que de prendre des mesures concrètes pour y mettre fin.

Le transport des hydrocarbures depuis les différents points d'extraction jusqu'aux terminaux d'où ils sont acheminés vers l'Europe, les États-Unis et d'autres pays a entraîné l'enfouissement de près de 7000 kilomètres de conduites sous les terres, les marécages et les rivières du delta du Niger, parfois au beau milieu des fermes et des arrière-cours des habitants. Certains de ces tuyaux sont enterrés depuis plus de 40 ans ; avec une régularité alarmante, principalement en raison de l'âge et de la corrosion, les tuyaux se rompent et libèrent du pétrole brut qui détruit les cultures, empoisonne les rivières, pollue les cours d'eau et entraîne le déplacement de populations entières. Pire encore, parfois, la rupture des conduites provoque de gigantesques incendies qui brûlent pendant des jours, détruisant des communautés entières et leurs moyens de subsistance.

Après quelque 70 ans d'extraction pétrolière – avec tous les effets dévastateurs qui en découlent pour l'environnement, les moyens de subsistance et les droits de l'homme –, les plus grandes compagnies pétrolières transnationales opérant dans le delta du Niger (Shell, Exxon-Mobil, Total Energies, Chevron et Eni) ont mis au point des plans pour vendre leurs actifs, s'installer dans des eaux plus profondes ou tout simplement quitter la région. Alors qu'elles partent et que les entreprises nigérianes rachètent les champs pétroliers laissés par ces grands groupes pétroliers, il n'existe aucune disposition concernant la responsabilité de la contamination historique et des problèmes socio-écologiques qui en découlent. Lorsque les entreprises se désengagent et que les acteurs locaux prennent le relais, elles s'empressent de nier toute responsabilité pour les dommages historiques. Pour les communautés productrices de pétrole et les communautés touchées, ce désengagement signifie que les possibilités de tenir les entreprises pour responsables de la pollution s'éloignent.

En conséquence, la population réclame un audit écologique du delta du Niger, des mesures d'urgence en cas de catastrophes et le désengagement des compagnies pétrolières. ■

Ce Manifeste a été lancé à l'occasion de la Réunion de Convergence des Alternatives socio-écologiques du Nigeria qui s'est tenue à Abuja le 20 juin 2024. La Charte est un document évolutif qui sera revu de temps à autre par les populations du Nigeria afin de vérifier le niveau de réponse des décideurs politiques et d'inclure d'autres domaines où les personnes et l'environnement sont traités comme des biens à disposition.

> Manifeste

pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe

ReCommons Europe



| Crédit : [ReCommons Europe](#), 2020.

Les institutions européennes (de l'UE et de la zone euro) sont structurellement néo-libérales, non démocratiques et inégalitaires. Elles constituent un obstacle à la satisfaction des besoins, des revendications et des droits des classes populaires dans chacun des pays membres, ainsi qu'à la solidarité et à l'égalité entre les peuples européens. À l'encontre des logiques de la concurrence et dans la perspective d'une transition écologique, l'échelle européenne des luttes et des alternatives concrètes revêt une importance particulière.

Nous voulons rendre l'Europe commune, mais c'est impossible dans le cadre des institutions européennes existantes. Notre scénario propose de s'appuyer sur les luttes sociales existantes aux niveaux local, national et transnational pour désobéir, affronter et rompre avec les institutions européennes non démocratiques et capitalistes, et pour les remplacer par de nouvelles formes de coopération populaire et d'institutions démocratiques en Europe.

> Les principales étapes du scénario de « rébellion » pour une Europe commune

1. Nous devons mettre en œuvre immédiatement nos objectifs sociaux, environnementaux et politiques alternatifs au moyen de plateformes permanentes et d'une désobéissance coordonnée en Europe, orientée vers la coopération entre les peuples. Il s'agit, aux niveaux local, régional, national et européen, et concernant tous les enjeux ou bien certains enjeux spécifiques (par exemple la dette, les politiques migratoires, la transition écologique, les accords

néocoloniaux avec le Sud global et y compris l'Europe de l'Est, etc.), que plusieurs acteurs politiques décident d'enfreindre les traités, les diktats et les décisions de l'UE. Ils devraient déclarer qu'ils le font ensemble afin de mettre en œuvre des politiques alternatives et de mettre en place de nouvelles coopérations instituées et à long terme (concernant tous les enjeux ou bien des enjeux ciblés).

Ces processus de désobéissance peuvent s'appuyer sur des luttes existantes et sur des campagnes concrètes (dans tous les domaines tels que le droit du travail, les politiques monétaires, la lutte contre le racisme, etc.) visant à démontrer l'efficacité de la mise en œuvre des objectifs démocratiques, environnementaux et sociaux au niveau européen, et leur contradiction avec les traités et politiques néolibérales existants. Si un acteur politique est provisoirement isolé, il peut malgré cela contribuer seul à délégitimer la politique et les institutions existantes, leur désobéir en mettant en œuvre des solutions alternatives et proposer publiquement de nouvelles formes de coopération populaire et d'auto-organisation à tous les niveaux possibles.

2. Les luttes existantes au niveau national doivent être menées en mettant en évidence les interactions entre la politique des classes dirigeantes nationales d'une part, et l'idéologie ainsi que l'économie politique dominantes des institutions européennes dominantes d'autre part. En vue de rompre avec l'hégémonie du capital, les consultations et les mobilisations populaires devraient se concentrer sur les objectifs et le programme concrets qui doivent être proposés contre les classes et les institutions dirigeantes

>>

de l'UE. La confrontation consiste également à mettre en place des outils défensifs contre les menaces et les attaques de l'UE, ainsi que des initiatives politiques offensives pour déstabiliser le bloc néolibéral et provoquer une crise de légitimité et de fonctionnement des institutions européennes. Ces outils doivent être employés dès que possible par un acteur politique au moyen de mesures unilatérales, telles que la suspension du paiement de la dette publique lors d'un audit ; la mise en œuvre d'un programme de politiques publiques créant des emplois sur la base d'une taxation spécifique du capital ; le contrôle des flux de capitaux ; et certaines socialisations et/ ou nationalisations liées à des luttes et revendications concrètes.

Si un acteur politique est provisoirement isolé, il doit mettre en œuvre ces outils par lui-même et, en appelant à des mobilisations populaires à travers l'Europe (plutôt que seulement dans sa propre zone géographique), il doit proposer à d'autres acteurs de contribuer à la délégitimation et à la crise politique des institutions européennes.

3. De tels outils défensifs et de telles initiatives politiques offensives impliquent nécessairement une rupture avec les Traités et institutions européens par des gouvernements populaires au niveau national. Toutes les mesures prises par un gouvernement populaire nécessitent une rupture, au moins au niveau national, avec les politiques et les règles européennes dominantes. Nous devons démontrer clairement que ce que nous défendons n'est pas lié à « l'intérêt national » mais à des objectifs politiques, sociaux, environnementaux et démocratiques – qui concernent toutes les personnes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union actuelle.

Nous devons absolument défendre le besoin d'une monnaie et d'un système monétaire démocratiquement contrôlés, et donc la nécessité d'une socialisation des banques et d'un contrôle des flux de capitaux. Or ces mesures entrent en conflit avec l'Union économique et monétaire de l'Union européenne (UEM) et avec les traités de l'UE. Le gouvernement populaire peut décider d'une sortie de l'UEM et/ou de l'UE (par exemple en activant l'article 50), ou bien accepter le défi d'être expulsé de l'UEM ou de l'UE.

> Initier des processus constituants

Des processus constituants doivent être initiés à tous les niveaux possibles pour construire des alternatives dans la perspective d'une nouvelle coopération politique en Europe basée sur une plateforme commune dirigée contre les classes dirigeantes locales et les institutions européennes ainsi que les courants xénophobes, et pour des droits sociaux des travailleurs et travailleuses et de toutes les classes subalternes ainsi que pour la défense de l'environnement.

Le scénario ne peut pas être totalement fixé à l'avance mais par exemple, une alliance d'associations, de villes, de

régions ou d'États pourrait lancer un « processus constituant rebelle » (concernant des prérogatives fonctionnelles globales ou bien ciblées), ouvert y compris à des espaces politiques qui n'étaient pas impliqués dès le départ dans le processus de désobéissance. Ces processus constituants, qui peuvent prendre des formes diverses selon les situations et les échelles concernées (depuis les forums et les réseaux municipaux jusqu'à des assemblées constituantes au niveau national ou européen, associées à des plateformes internationalistes), doivent être initiés en vue de créer de nouvelles coopérations, de favoriser des processus de rupture de la part d'acteurs politiques voisins qui ne s'y sont pas encore engagés, de démanteler l'Europe forteresse et finalement de créer des institutions alternatives au niveau européen et international. Si un acteur politique est provisoirement isolé, il doit lancer seul ce « processus constituant rebelle » dans le territoire concerné et au sujet de l'enjeu spécifique en question, et proposer à d'autres acteurs de rejoindre le processus.

> Propositions : initiatives immédiates

Chacune des étapes précédemment présentées requiert des initiatives immédiates. Les principales conditions concernent la conception collective et l'appropriation populaire des outils concrets nécessaires pour la désobéissance, la confrontation et l'initiative de processus constituants ainsi que le rassemblement des forces sociales et politiques qui peuvent les mettre en œuvre.

Nous proposons à toutes les forces progressistes (syndicats, organisations politiques, associations, collectifs militants) partageant des objectifs similaires de : renforcer conjointement leur critique des institutions européennes capitalistes et antidémocratiques et préciser ensemble leurs propositions pour rompre avec l'hégémonie de ces institutions et reconstruire de nouvelles formes de coopération populaire ; réactualiser, mettre en commun et populariser les élaborations convergentes telles que le Manifeste de l'Alter Sommet et le Manifeste de Re-CommonsEurope ; d'encourager le développement de toutes les initiatives remarquables aux niveaux local, national et européen en faveur de « processus constituants rebelles » ; et de saisir l'occasion des élections européennes pour lancer des campagnes et initier des débats populaires au sujet de ce scénario et de ses implications, pour informer sur les initiatives existantes et les espaces alternatifs qui pourraient prendre part à ce scénario, et pour réunir les forces sociales et politiques autour de cette perspective. ■

Ce texte reprend (en le reformulant légèrement) le chapitre 9 (Luttes sociales, confrontations politiques et processus constituants en Europe) du Manifeste pour un nouvel internationalisme populaire en Europe, présenté initialement en mars 2019. Ce Manifeste a été élaboré par un groupe de militants et de chercheurs d'une douzaine de pays d'Europe qui souhaitaient proposer un plan d'action pour les forces populaires de gauche. Il s'inscrit dans le cadre du [Projet ReCommonsEurope](#), initié par deux réseaux internationaux (le CADTM et l'EReNSEP), et le syndicat basque ELA, afin de contribuer aux débats stratégiques en cours au sein de la gauche populaire européenne.

> Au-delà de la différence : La similitude dans un monde pluriversel

Lidia Becker et Christine Hatzky, Université Gottfried-Wilhelm-Leibniz de Hanovre (Allemagne)



Crédit : Anderson Guerra / Pexels, 2018.

Le présent est caractérisé par des catastrophes environnementales et des guerres, la désolidarisation, ainsi que par des progrès technologiques rapides aux conséquences imprévisibles. Les pratiques d'exploitation se sont intensifiées sous le régime capitaliste néolibéral et ont accéléré le déplacement et l'extinction de nombreuses populations terrestres, humaines et non humaines. Compte tenu de ces défis planétaires actuels, nous soutenons qu'il faudrait les analyser « au-delà de la différence » et libérer le potentiel de la similitude en tant que concept conciliateur pour les sciences humaines et sociales, en conformité avec les travaux d'Anil Bhatti.

> Pluriversalité et posthumanisme

Les catégories fondées sur la différence, telles qu'elles ont été développées au sein du postcolonialisme critique et des études de genre, sont utiles pour déconstruire les inégalités et les hiérarchisations, mais omettent de re-

connaître les similitudes – relations, analogies, associations, simultanités et espaces intermédiaires – comme condition préalable à l'empathie et aux pratiques sociales qui renforcent la cohésion. Les philosophies indigènes andines du *Sumak Kawsay* ou du *Buen Vivir* abordent cette question au travers de connexions représentées par la pluriversalité, de manière à mettre fin aux pratiques coloniales et patriarcales. Dans un « monde pluriversel », les ordres sociaux des sujets (juridiques) humains et non humains coexistent sur un pied d'égalité et la Terre n'est pas considérée comme une ressource mais comme un être qui donne la vie, où tout est lié à tout le reste.

La notion de plurivers relève de l'ontologie des processus dans le sens où elle implique un devenir commun des humains et de la nature. Un même changement de perspective, proposé par le posthumanisme critique développé dans les sphères anglo-américaine et européenne, met l'accent sur les relations de parenté entre les entités humaines et non humaines au lieu de les différencier. Cette

>>

approche renvoie aux points de vue décoloniaux et non anthropocentriques d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, mais en comparaison, accorde une plus grande importance au développement technologique pour l'avenir sur terre. On rejoint là le débat sur l'habitabilité de la planète où les « terriens » ont une chance de survivre et où la technologie anthropomorphique, avec ses avantages et ses dangers, joue un rôle clé. Dans ce contexte, la notion de similitude prend de l'importance car le développement techno-scientifique rend les machines de plus en plus semblables aux humains et renforce l'ambivalence du pouvoir créatif de l'humanité.

> Il est beaucoup question de différence, et peu de similitude

Parmi les travaux sur le sujet, certains axes de recherche sont intéressants pour analyser, à partir de la notion de similitude, le lien entre les concepts non anthropocentriques de la pluriversalité et les approches posthumaines. Le premier de ces axes de recherche est constitué par les perspectives discutées en Amérique latine, basées sur diverses cosmologies indigènes (et portées, entre autres, par A. Escobar, M. de la Cadena, M. Blaser et A. Krenak), ainsi que par le concept de convivialité (développé par Sergio Costa) et celui de coexistence traités dans les études latino-américaines. Depuis l'Antiquité, la reconnaissance de la similitude a été fréquemment mise en avant comme une fonction cognitive humaine fondamentale et comme une pratique qui fournit une orientation – en tant qu'imitation, mimétisme ou *mimesis* – dans les discussions philosophiques et historico-scientifiques. Cependant, la similitude n'est apparue que récemment dans les débats concernant la théorie culturelle et les études littéraires, sans épuiser jusqu'à présent son potentiel épistémologique.

Au-delà de ces approches encore formulées de manière assez approximative, nous voulons rendre la notion de similitude fructueuse pour un changement de paradigme dans les sciences humaines et sociales, en nous appuyant sur ses penseurs précurseurs (B. Spinoza, G. Leibniz, G. Tarde, W. Benjamin, Marcuse et d'autres), qui forment la base du deuxième courant des travaux sur le sujet. Jusqu'à présent, les sciences humaines et sociales ont principalement travaillé avec des catégories de différence dont les fondements théoriques forment un troisième courant, à savoir les concepts structuralistes, mais surtout post-structuralistes (M. Foucault, J. Derrida, G. Deleuze). Ces perspectives basées sur la différence se retrouvent dans les concepts post/décoloniaux et critiques modernes (D. Chakrabarty, F. Coronil, S. Hall, R. Grosfoguel), et sont traitées dans les études de genre et les études queer, qui forment ensemble un quatrième axe de recherche. Dans un domaine organisé en fonction de divisions interdisciplinaires, ce quatrième axe a permis de développer avec succès l'analyse de la différence pour la déconstruction de phénomènes complexes d'inégalité au niveau mondial

(G. Spivak, M. Lugones) et de saisir l'enchevêtrement de différentes dimensions de l'inégalité à partir du concept d'intersectionnalité. Les travaux menés dans le domaine du féminisme noir et des femmes de couleur (B. hooks, K. Crenshaw) ont ouvert la voie à une prise de conscience du fait que la catégorie du genre est constitutive de la compréhension de l'ethnicité et de la classe.

C'est dans les années 1990, sur fond de débat sur la mondialisation, que les constructions de l'identité fondées sur la différence ont commencé à susciter des critiques, notamment en raison de leur interprétation essentialiste de la culture, qui ne permet aucun espace intermédiaire (S. Hall, H.K. Bhabha). Ces constructions de l'identité sont au cœur de l'idée de supériorité culturelle d'une « civilisation occidentale » basée sur des constructions de l'identité simplistes et arbitraires opposant un « moi » aux « autres », qui sont reprises par les mouvements fondamentalistes et identitaires. C'est pourquoi le concept d'identité fondé sur la différence est discutable. Aussi, même les concepts fondés sur la différence axés autour d'une vision anthropocentrique ont-ils récemment été appliqués à partir d'approches relationnelles non essentialistes.

> Un dernier axe lié à la pluriversalité et à l'élargissement des connexions épistémologiques

La menace pour la vie planétaire que représentent le changement climatique et la destruction des écosystèmes – qui n'est aujourd'hui plus à démontrer – remet notamment en question la différenciation entre société humaine et nature (B. Latour, P. Descola), telle qu'elle a été établie au cours du siècle des Lumières (rationalité) et consolidée dans la sociologie moderne. La notion de similitude permet ici aussi de dépasser les dichotomies de la colonialité entre nature et humanité/culture, et de comprendre l'être humain comme n'étant qu'une partie d'un réseau complexe.

Telle est la base du cinquième axe de recherche, qui englobe les nouveaux matérialismes (K. Barad), le posthumanisme (D. Haraway, R. Braidotti), la biopolitique affirmative (V. Borsò) et le technoféminisme (J. Wajcman, F. Costa). Ces analyses sont ouvertes aux approches décoloniales et aux cosmologies non occidentales, ce qui constitue le lien décisif avec la pensée pluriverselle. Parallèlement, les philosophies africaines s'intéressent également à la techno-colonialité et à l'imbrication complexe de la technologie, de la nature et des êtres humains, et débattent des possibilités de technologies décoloniales dans un monde pluriversel (A. Mbembe).

Toutes ces approches ont en commun de reconfigurer les relations empathiques entre les dimensions zoé, géo, techno et anthropo. D'autres approches comparent les philosophies asiatiques avec les découvertes de la physique quantique et leur applicabilité dans les sciences

sociales et humaines (K. Fierke), ouvrant ainsi de multiples connexions dans la production globale de connaissances. À la différence des études scientifiques et technologiques, l'optique de la techno-colonialité (R. Camarena *et al.*) se caractérise par son orientation historique et la connaissance implicite des processus coloniaux et décoloniaux basés sur l'expertise régionale, ainsi que par la compréhension élargie de la « technologie » qui identifie, par exemple, l'alphabétisation comme une technique coloniale (W. Mignolo).

La spécificité de notre proposition est de discuter, de systématiser et de développer ces différents courants d'épistémologies globales basées sur la pensée relationnelle du point de vue de leur complémentarité, afin d'élaborer une nouvelle conception non anthropocentrique des relations fluides entre les entités que sont la nature, l'humain et la technologie.

> **Nouvelles (anciennes) ontologies, critique de la technologie et similitudes décoloniales**

1. *La nature* : La démarcation moderne entre culture et nature, et sujet et objet, qui est fondamentale pour l'épistémologie occidentale et a été développée sous le colonialisme, sera remise en question du point de vue des continuités et des réciprocitys entre les sujets humains et non humains. Nous opposons à la dichotomisation, qui sert de justification à l'exploitation des êtres humains et des ressources naturelles, une perspective relationnelle – pluriverselle – qui est inhérente aux idées inclusives de micro- et macrocosmes des cultures plus anciennes, aux philosophies d'Amérique latine et aux « ontologies plates » récemment discutées.

2. *La technologie* : L'optimisation des technologies pour l'exploitation de paysages naturels et de groupes de personnes extériorisés a été un autre fondement du colonialisme et la parfaite illustration de la rationalité patriarcale. La pénétration des nouvelles technologies dans la vie quotidienne et la fusion de l'homme et de la technologie suscitent un scepticisme justifié à l'égard de la techno-colonialité – par exemple, concernant la fonction de contrôle des technologies de la communication. Toutefois, ce scepticisme est contrebalancé par l'espoir de possibilités de projet social. Le féminisme posthumain définit l'entrelacement de la vie organique et de la matière non organique, y compris les technologies, comme un assemblage, ce qui soulève la question du concept de technologie et de la constitution du sujet en tant que décideur.

3. *L'humain* : L'accent est mis sur un modèle de société pluriversel basé sur la déconstruction de la catégorie de l'humain (définie comme masculin, hétéronormatif et blanc). La priorité est donnée à la création de points communs entre les groupes de personnes, dans le sens de la convivialité et de la solidarité, par-delà la différence et l'extranéité. La discussion porte sur la question de savoir dans quelle mesure l'exploitation des personnes et des ressources naturelles altérisées, qui a commencé avec le colonialisme et se poursuit avec le capitalisme, est responsable de l'épuisement social dans les différences, et des crises écologiques actuelles. Par ailleurs, il ne faut pas oublier les risques, hier et aujourd'hui, de l'homogénéisation, par exemple à travers l'exclusion de la diversité dans les régimes autoritaires.

Le caractère potentiellement innovant de notre concept réside dans le lien interdisciplinaire qui est fait entre le concept de l'ontologie des processus de la pluriversalité et les approches posthumaines fondées sur la pratique d'ordonnement de la similitude. Les associer nous permet de développer une nouvelle conception des relations entre les entités nature-humain-technologie, dans le sens d'un continuum. D'une part, la pensée pluriverselle et posthumaine partage la critique des courants de la recherche post-structuraliste et post-décoloniale basés sur la « différence » et l'« altérité » lorsqu'elle traite des conceptualisations occidentales de la modernité, de son universalisme et des promesses qui y sont associées. D'autre part, il faut tenir compte du fait que le monde moderne a été divisé en dichotomies hiérarchiques et essentialistes (soi/autre, blanc/noir, homme/femme, civilisé/sauvage, sujet/objet, esprit/corps, culture/nature, différence/similitude), suivant la logique de la modernité-rationalité-colonialité.

Dès lors, la différenciation a été déclarée paradigme d'organisation des connaissances par excellence, tandis que la similitude et l'imitation ont été rejetées dans l'épistémologie occidentale comme « non scientifiques » car considérées comme « primitives », « magiques », « proches de la nature » et « pré-modernes ». À l'inverse, notre approche intègre le concept relationnel de similitude dans le paradigme décolonial, élargit la conscience pluriverselle du monde pour y inclure une critique de la technologie, et transcende la production de connaissances fondée sur les différences. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Lidia Becker <becker@romanistik.phil.uni-hannover.de>
Christine Hatzky <christine.hatzky@hist.uni-hannover.de>

> Manifestations au Venezuela et au Bangladesh : Quand les autocrates capitulent-ils ?

John Feffer, Institute for Policy Studies (États-Unis)



| Crédit : Shutterstock.

Dans un pays, la dirigeante en place depuis 15 ans, de plus en plus autocratique, s'est retirée après avoir été chassée du pouvoir par un mouvement d'opposition mené par des étudiants. Dans l'autre, le dirigeant en place depuis 11 ans, de plus en plus autocratique, a refusé d'abandonner le pouvoir malgré les mobilisations qui ont suivi le trucage des élections qui lui a permis d'obtenir une courte victoire aux dernières élections.

Dans le premier pays, le Bangladesh, un gouvernement intérimaire dirigé par l'économiste nobélisé Muhammad Yunus a remplacé la Première ministre Sheikh Hasina, aujourd'hui (à nouveau) réfugiée en Inde. Dans le second pays, le Venezuela, Nicolas Maduro a résisté aux appels des États-Unis, de l'Union européenne et d'autres pays à quitter le pouvoir (si ce n'est le pays).

Pourquoi l'opposition a-t-elle réussi au Bangladesh et pas au Venezuela ? Il existe de nombreuses différences entre les deux pays : le pouvoir institutionnel du gouvernement, l'importance des réserves pétrolières respectives, la proximité des États-Unis. Mais le seul élément qui fait véritablement la différence, en fin de compte, c'est peut-être le temps. Maduro n'est peut-être qu'à quelques

jours, semaines ou mois de subir le même sort que Sheikh Hasina. Seulement peut-être ne le sait-il pas encore.

> La surprise bangladaise

Sheikh Hasina se croyait probablement intouchable. En tant que Première ministre du Bangladesh depuis de nombreuses années, elle était bien protégée par sa lignée – son père avait dirigé le mouvement d'indépendance contre le Pakistan, avant de devenir le premier président du pays, et est connu comme le « père de la nation ». Elle avait également des raisons de penser que son mandat avait été couronné de succès. L'économie bangladaise suit [depuis 15 ans](#) (y compris en 2020, l'année du Covid) une trajectoire ascendante. À la fois l'accès à l'éducation, la santé infantile et l'espérance de vie [ont progressé](#) au cours de cette période, et le taux de pauvreté a été [réduit de moitié](#).

Par ailleurs, Mme Hasina a fait preuve d'un sens aigu de la géopolitique. Elle s'était assuré un allié de poids avec le gouvernement de Narendra Modi, dans l'Inde voisine, et a su maintenir des relations relativement bonnes avec la Chine.

Elle avait bien sûr ses détracteurs. Un certain nombre d'entre eux ont fini derrière les barreaux. Mais ce à quoi

>>

elle ne s’attendait pas, c’était à une contestation qui aboutirait de la part de la jeunesse du pays.

Tout d’abord, un nombre considérable de jeunes Bangladais ont quitté le pays. En 2023, [plus de 50.000 étudiants](#) sont partis à l’étranger pour y suivre des études supérieures. À l’autre extrémité du spectre socio-économique, plus de 15.000 migrants bangladais, dont un nombre disproportionné de jeunes, ont fait la pénible traversée de la Méditerranée [vers l’Italie en 2022](#). La « fuite des cerveaux » est [un thème récurrent](#) dans les médias bangladais, les commentateurs essayant de trouver comment retenir les talents nationaux.

Hasina s’est elle aussi certainement inquiétée de cette fuite des cerveaux. Mais chaque jeune qui quittait le pays était également un jeune de moins pour protester dans la rue contre la politiques du gouvernement. Avec un taux de chômage [supérieur à 15%](#), les jeunes Bangladais ont à juste titre le sentiment de ne pas pouvoir profiter de la croissance économique dont le pays a bénéficié au cours des 15 dernières années. L’une des solutions consiste à partir à la recherche de conditions plus favorables à l’étranger. Pour les personnes instruites, le secteur de la fonction publique est une autre option. Les emplois publics sont relativement bien rémunérés et offrent une grande sécurité de l’emploi.

Mais depuis des années, le gouvernement a cherché à réduire le nombre de postes disponibles dans la fonction publique, en attribuant près d’un tiers d’entre eux à des membres des familles d’anciens combattants ayant participé à la guerre d’indépendance du pays en 1971. Rappelons que le père de la Première ministre était un combattant de l’indépendance : d’une certaine manière, il s’agissait ainsi de récompenser cet important groupe d’électeurs.

En 2018, les étudiants avaient réussi à faire barrage à ce nouveau système de favoritisme. Mais le gouvernement a tenté cette année de l’instaurer à nouveau, et les jeunes sont descendus à nouveau dans la rue. Au début du mois d’août 2024, [des dizaines de personnes ont été tuées et des centaines blessées lors de nouvelles manifestations contre le gouvernement](#). Bien que la Cour suprême ait considérablement édulcoré la proposition de quotas, les étudiants ont maintenu la pression jusqu’à ce que la Première ministre démissionne et fuie le pays.

Ce résultat ressemble étrangement à ce qui s’est passé en Ukraine en 2014, lorsque des jeunes, entre autres, ont manifesté dans le centre de Kiev contre un président corrompu, Viktor Ianoukovitch, qui avait lui aussi noué des liens étroits avec le dirigeant autoritaire d’un pays voisin. Ianoukovitch a par la suite fui la scène de ses forfaits et s’est installé en Russie, dans une maison achetée pour un montant estimé à 50 millions de dollars.

Bien sûr, personne ne souhaite reproduire ce qui s’est passé ensuite en Ukraine : guerre, perte de territoire, effondrement économique. Pour éviter le sort de l’Ukraine, le Bangladesh devra compter en grande partie sur les efforts de son nouveau gouvernement de transition.

Heureusement, le Bangladesh a constitué une équipe talentueuse et caractérisée par l’ouverture, dont le premier ministre par intérim, Muhammad Yunus, économiste et fondateur de la Grameen Bank. Yunus avait été la cible du gouvernement Hasina, qui l’a accusé de détournement de fonds et d’autres délits. Mais le fondateur du mouvement du microcrédit s’est surtout rendu coupable de ne pas bien s’entendre avec l’administration Hasina.

Parmi les autres membres du gouvernement intérimaire figurent deux étudiants qui ont été à la tête des mobilisations, Nahid Islam et Asif Mahmud, ce qui est un fait remarquable car les jeunes accèdent rarement à des postes de pouvoir lors de transitions de ce type. Parmi les autres membres [figurent](#) « des militants des droits de l’homme, des juristes, deux anciens diplomates, un médecin et un ancien gouverneur de la Banque centrale du Bangladesh ». La principale mission de cet assemblage inédit de personnes étrangères à la politique sera de stabiliser le pays et de préparer de nouvelles élections..

> La non-surprise vénézuélienne

Il n’y a pas que les étudiants qui en ont assez de Nicolas Maduro et de sa kleptocratie. Selon les sondages d’intention de vote et les résultats électoraux recueillis dans les circonscriptions par l’opposition, plus de 70% de la population souhaite évincer le successeur d’Hugo Chávez. La non-surprise vénézuélienne est que Maduro s’est déclaré vainqueur avec le chiffre (pour lui) plausible de 51% des voix.

Des manifestations ont eu lieu au Venezuela. Comme au Bangladesh, le gouvernement a cherché à réprimer l’opposition, faisant [plus d’une douzaine](#) de morts parmi les opposants, et en jetant [au moins 2000](#) autres en prison. Les vidéos diffusées par le gouvernement pour accompagner sa campagne baptisée « toc, toc », destinée à arrêter ses détracteurs, sont assorties de [bandes sonores de films d’horreur](#) avec des messages comme « Si tu as fait quelque chose de mal, alors il viendra ! [...] Il te cherchera ! Tu ferais mieux de te cacher ! » L’opposition [a appelé](#) à une journée internationale de manifestation le 17 août, avec l’espoir d’attirer un grand nombre des quelque huit millions de Vénézuéliens qui vivent à l’étranger.

Mais il y a deux grandes différences avec le Bangladesh. Au Venezuela, l’opposition est fondée sur un parti. Elle est organisée pour participer à des élections, et non pour renverser un gouvernement illégitime. Elle sait comment mobiliser la population pour qu’elle vote, et non comment augmenter la pression dans la rue. Contrairement à

d'autres mouvements d'opposition qui ont abouti, comme ceux en Ukraine, en Serbie ou aux Philippines, l'opposition au Venezuela n'a pas préparé de campagne de non-respect des lois qui comprendrait des grèves, des barrages routiers, etc.

Deuxièmement, l'opposition vénézuélienne est dirigée par des personnes âgées. Le candidat à la présidence, Edmundo González, a 74 ans. Le véritable pouvoir, cependant, repose sur María Corina Machado, une femme alerte de 56 ans qui est impliquée en politique depuis déjà un certain temps. Rompue aux méthodes de protestation, elle connaît les limites de l'opposition au Venezuela.

Les jeunes du Bangladesh, au contraire, sont des néophytes. C'est d'ailleurs ce qui a fait leur force. Ils ont bénéficié du pouvoir que donne l'ignorance. Ils ne savaient pas que leurs protestations avaient un caractère donquichottesque. Ils ont manifesté, encore et encore, même après que la Cour suprême a pratiquement rejeté le système détesté des quotas. Ils ont fait bloc autour de leur unique revendication – le départ de Hasina – même s'[ils ne pensaient pas que cela se produirait](#).

Les manifestations au Bangladesh ont été favorisées par un idéalisme sans limites. Les manifestations au Venezuela sont inspirées par un réalisme aguerri. Parfois, le cœur a plus de succès que la tête.

> **L'heure a-t-elle sonné ?**

La nuit précédant la fuite de Sheikh Hasina, le chef de l'armée [a décidé de ne pas appliquer](#) l'ordre de tirer sur les civils afin d'imposer un couvre-feu. Ce refus à la Bartleby de s'engager – nous, l'armée, préférierions ne pas le faire – a probablement été le facteur décisif dans la chute du gouvernement. En attendant, l'armée reste la force principale derrière le gouvernement intérimaire.

Mais n'oublions pas que c'est la détermination des étudiants qui a de fait forcé l'armée bangladaise à changer de camp. Jusqu'à présent, rien ne semble indiquer que l'armée vénézuélienne envisage de faire quelque chose de semblable. L'opposition a publié une lettre ouverte à l'intention des militaires, les exhortant à laisser tomber Maduro. Mais ce message est intervenu seulement un jour après que le dirigeant vénézuélien soit apparu en public avec des responsables militaires. Ils [scandaient](#) alors à l'unisson « Toujours loyaux » : « Jamais traîtres ».

L'opposition vénézuélienne doit jouer ce jeu interne tout en continuant à se battre dans la rue. [Jack Nicas](#) écrit dans le *The New York Times* :

« Entre 1950 et 2012, près des deux tiers des 473 dirigeants autoritaires qui ont perdu le pouvoir ont été renversés par des membres du gouvernement, selon une analyse d'Erica Frantz, professeure de sciences politiques à l'Université d'État du Michigan, qui étudie l'autoritarisme. Pour lutter contre cette menace, les autocrates tentent souvent d'adopter ce que les politologues appellent la "protection contre les coups d'État" : ils divisent les forces de sécurité en diverses unités fragmentées, ce qui peut empêcher une unité d'accumuler trop de pouvoir, mais aussi inciter celles-ci à s'espionner les unes les autres. C'est ce qu'observent les analystes dans le cas du Venezuela ».

Maduro devrait savoir qu'il ne peut se protéger contre un coup d'État que jusqu'à un certain point. Il arrive un moment dans la vie politique de presque tous les autocrates où, comme Nicolae Ceausescu en décembre 1989, ils regardent ce qu'ils croient être une foule de leurs partisans et, au lieu de recevoir les applaudissements qu'ils attendent, n'entendent que des huées. Dans ce cas, ils ont intérêt à avoir un hélicoptère qui les attend avec un pilote loyal. ■

Toute correspondance est à John Feffer <johnfeffer@gmail.com>

Cet article est le fruit d'un partenariat entre Dialogue Global et Foreign Policy in Focus, un projet de l'Institute for Policy Studies (États-Unis).

> Justice climatique mondiale et libération palestinienne

Hamza Hamouchène, Transnational Institute (Pays-Bas)



Crédit : Markus Spiske / Pexels, 2019.

Lors du sommet sur le climat de la COP28 qui s'est tenu à Dubaï en décembre 2023, le président colombien Gustavo Petro [déclarait](#) : « Le génocide et les actes de barbarie perpétrés contre le peuple palestinien sont ce qui attend ceux et celles qui fuient le sud à cause de la crise climatique [...]. Ce à quoi nous assistons à Gaza est une répétition pour l'avenir. »

En effet. Le génocide à Gaza pourrait bien être le prélude de pires choses à venir si nous ne nous organisons pas et ne réagissons pas énergiquement. L'empire et ses classes dirigeantes mondiales seraient prêts à sacrifier des millions de corps noirs et bruns ainsi que la classe ouvrière blanche pour pouvoir continuer à accumuler du capital, amasser des richesses et maintenir leur domination.

> Transfert des coûts vers la nature

Le capitalisme a toujours été un système de coûts non acquittés. Les coûts sont systématiquement externalisés et transférés ailleurs : vers les femmes et les soignants et aidants, qui assurent une reproduction sociale en grande partie non rémunérée ; des zones urbaines vers les zones rurales ; du Nord vers le Sud, où des zones de sacrifice sont créées suivant une tendance facilitée par la déshumanisation, l'aliénation et le racisme ; et vers la nature, traitée depuis des siècles comme une entité à dominer et à piller, voire à transformer en marchandise, et également considérée comme un dépotoir pour les déchets. C'est ce qui a mené à la crise écologique et climatique actuelle.

>>

Les répercussions de la crise climatique mondiale que nous traversons diffèrent en fonction de la classe sociale, du genre et de la race, ainsi qu’entre les zones urbaines et rurales, et entre le Nord global/les noyaux impériaux et le Sud global/les périphéries. Elles ne sont pas non plus les mêmes entre colonisateurs et colonisés.

Les Palestiniens et les Israéliens habitent le même territoire, mais il existe entre eux des disparités considérables en matière d’influence et de vulnérabilité, car le colonialisme de peuplement israélien a accaparé, pillé et contrôlé la plupart des ressources – de la terre à l’eau en passant par l’énergie – et développé, sur le dos des Palestiniens et avec le soutien actif des puissances impérialistes, la technologie qui contribuera à atténuer certains des effets de la crise climatique.

> Justice climatique mondiale et libération palestinienne

Il peut sembler déplacé, voire indécent, de traiter de questions climatiques et écologiques dans le contexte du génocide en cours à Gaza, mais il existe à mon sens des intersections importantes entre la crise climatique et la lutte de libération palestinienne. De fait, il n’y aura pas de justice climatique mondiale sans libération de la Palestine, car la libération de la Palestine est aussi une lutte pour sauver notre planète et l’humanité. Il ne s’agit pas là d’un simple slogan, comme je l’explique dans ce qui suit.

Tout d’abord, la Palestine d’aujourd’hui illustre parfaitement la monstruosité du système actuel car on y retrouve toutes ses contradictions mortifères. La Palestine est également révélatrice de la tendance à recourir à la violence pure et simple à grande échelle. Gramsci a dit un jour : « La crise consiste justement dans le fait que l’ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés. »

Deuxièmement, ce qui se passe aujourd’hui à Gaza n’est pas seulement un génocide. Je ne suis pas sûr que nous disposions de la bonne terminologie pour décrire le degré de destruction et de mort infligé aujourd’hui aux Palestiniens mais ce qui se passe aujourd’hui à Gaza est également un écocide, ou ce que certains ont qualifié d’« holocide », c’est-à-dire l’anéantissement d’un tissu social et écologique tout entier.

Troisièmement, la guerre génocidaire à Gaza, à l’instar d’autres guerres, met également en évidence le rôle de la guerre et du complexe militaro-industriel dans l’exacerbation de la crise écologique et climatique. À elle seule, l’armée américaine constitue le plus grand émetteur institutionnel au monde, dépassant les émissions de CO2 de pays entiers d’Occident comme le Danemark ou le Portugal. Au cours des deux premiers mois de la guerre à Gaza,

les émissions produites par Israël ont été supérieures aux émissions annuelles d’au moins 20 pays. Près de la moitié de ces émissions étaient dues au transport d’armement par les États-Unis vers Israël. Les États-Unis ne jouent pas seulement un rôle actif dans le génocide, mais contribuent aussi de manière significative à l’écocide qui est à l’œuvre en Palestine.

Quatrièmement, et c’est là mon principal argument (basé sur les travaux d’Adam Hanieh et d’Andreas Malm), on ne peut pas dissocier la lutte contre le capitalisme fossile et l’impérialisme dirigé par les États-Unis de la lutte pour la libération de la Palestine. Israël, en tant que colonie euro-américaine de peuplement au Moyen-Orient, est un avant-poste consolidé de l’impérialisme. Alexander Haig, secrétaire d’État américain sous Richard Nixon, l’a dit un jour sans ambages : « Israël est le plus grand porte-avions américain au monde qui ne peut être coulé, qui ne transporte pas un seul soldat américain et qui est situé dans une région essentielle pour la sécurité nationale américaine. »

> Le Moyen-Orient et le régime fossile mondial

On n’insistera jamais assez sur l’importance du Moyen-Orient dans l’économie capitaliste mondiale. Aujourd’hui, non seulement la région joue un rôle majeur en tant qu’intermédiaire dans les nouveaux réseaux mondiaux de commerce, de logistique, d’infrastructure et de finance, mais elle est également un point nodal clé dans le régime mondial des combustibles fossiles et joue un rôle essentiel dans le maintien du capitalisme fossile du fait de ses approvisionnements en pétrole et en gaz. En effet, la région reste l’axe central des marchés mondiaux des hydrocarbures, avec une part totale de la production mondiale de pétrole s’élevant à environ 35% en 2022. Israël cherche également à jouer un rôle de plaque tournante énergétique en Méditerranée orientale (à la faveur de gisements de gaz récemment découverts, tels ceux de Tamar et Leviathan), cette aspiration se trouvant renforcée par les tentatives de l’UE, dans le contexte de la guerre en Ukraine, de diversifier ses sources d’énergie indépendamment de la Russie. Le génocide qu’Israël est en train de pratiquer n’a pas été un obstacle à l’octroi de licences à diverses entreprises de combustibles fossiles pour l’exploration de nouveaux gisements de gaz au cours des premières semaines de la guerre.

L’édifice de l’hégémonie américaine dans la région repose sur deux piliers principaux : Israël et les monarchies pétrolières du Golfe. Israël, en tant qu’allié régional numéro un, joue un rôle fondamental dans le maintien de la domination de l’empire dirigé par les États-Unis dans la région (et au-delà) ainsi que dans le contrôle par l’empire des vastes ressources en combustibles fossiles, principalement dans le Golfe et en Irak. C’est dans ce cadre qu’il faut comprendre les efforts déployés par les États-Unis et leurs alliés pour intégrer politiquement et économique-



ment Israël dans la région sur la base d'une position dominante : technologie de pointe, armement et matériel de surveillance, mais aussi dessalement de l'eau, production alimentaire par le biais de l'agro-industrie, énergie, etc.

Les accords de normalisation entre Israël et des pays arabes remontent aux accords de Camp David de 1978 entre Israël et l'Égypte et au traité de paix de 1994 entre la Jordanie et Israël. Les [accords d'Abraham](#) négociés par Trump ont marqué en 2020 une deuxième vague de normalisation, entre Israël et les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn, le Soudan et le Maroc.

Avant les attentats du 7 octobre, il était prévu que l'Arabie saoudite et Israël, sous les auspices des États-Unis, signent un accord similaire permettant de consolider les desseins impériaux des États-Unis dans la région. Cela aurait définitivement liquidé la cause palestinienne. La lutte pour la libération de la Palestine n'est donc pas simplement une question d'ordre moral et de droits de

l'homme, mais fondamentalement et essentiellement une lutte contre l'impérialisme dirigé par les États-Unis et le capitalisme fossile mondial. Il ne peut y avoir de justice climatique sans démantèlement de la colonie sioniste profondément raciste d'Israël et sans renversement des régimes arabes réactionnaires, en particulier ceux des monarchies du Golfe.

La Palestine constitue un front mondial contre le colonialisme, l'impérialisme, le capitalisme fossile et la suprématie blanche. Il nous incombe à tous, militants pour la justice climatique, organisations antiracistes et agitateurs anti-impérialistes, de soutenir activement les Palestiniens dans leur lutte de libération et de défendre leur droit indéniabla à résister par tous les moyens nécessaires !

La tâche qui nous attend est très ardue, mais comme Fanon nous exhortait à le faire, nous devons, dans une relative opacité, découvrir notre mission, la remplir et être sûrs de ne pas la trahir. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Hamza Hamouchène <hamza.hamouchene@gmail.com>

Cet article est une version légèrement modifiée d'un discours prononcé par Hamza Hamouchène au « Black Lives Matter Liberation Festival » qui s'est tenu le 13 juillet 2024 à Londres.

> Mouvements sociaux en Espagne : Vingt années de transformations

Marta Romero-Delgado et **Andy Eric Castillo Patton**, Université Complutense de Madrid (Espagne), et **Gomer Betancor Nuez**, Université nationale d'enseignement à distance (Espagne)



Peinture murale à la Faculté de Sciences politiques et de sociologie de l'Université Complutense de Madrid, Espagne, 2024. Crédit : Breno Bringel.

Ces dix dernières années, l'étude des mouvements sociaux en Espagne s'est beaucoup développée, ouvrant de nouvelles perspectives et mettant en lumière les flux et reflux d'un réseau complexe de voix et de priorités divergentes. De plus en plus de travaux sont surtout centrés sur le mouvement des « Indignados » (également connu comme le mouvement « 15-M ») et ses diverses réalisations après 2011-2012. En comparaison, on trouve peu de recherches consacrées aux grandes transformations vécues par d'autres mouvements sociaux qui évoluaient au centre ou en marge des mobilisations des Indignados.

Pour cette raison, et à partir d'une approche interdisciplinaire, nous nous sommes demandé à quels dialogues et à quelles transformations ont été confrontés ces 20 dernières années les mouvements sociaux en Espagne. L'examen de

>>

leurs origines et de leurs reconfigurations a donné lieu à l'[ouvrage collectif](#), dont nous avons dirigé la publication. Dans ce livre, les activistes féministes et LGBTQ+ espagnols dialoguent avec les mouvements syndicaux et antiracistes, sans oublier l'héritage compliqué des mouvements anti-guerre et pacifistes ou le troublant réassemblage des mouvements d'extrême-droite et leurs connexions avec des dynamiques parlementaires changeantes liées à une « européanisation » de la politique espagnole.

> **Des conceptions interdisciplinaires, dialogiques et mondiales**

Les études consacrées aux mouvements sociaux constituent un domaine où la sociologie, la science politique, l'anthropologie et l'histoire, ainsi que d'autres sciences sociales comme la psychologie sociale ou la philosophie appliquée, permettent de combiner différents scénarios et analyses de problèmes. Cependant, dans le volume que nous avons dirigé, nous estimons que les études sur les mouvements sociaux doivent prendre en compte les voix et les témoignages des activistes et des mouvements dans une perspective diachronique. L'approche interdisciplinaire adoptée dans ce livre présente ainsi des dialogues avec des auteurs contextualisés qui apportent une analyse historique et politique approfondie. Si d'autres livres précédemment publiés intégraient cette approche dans le cadre de l'Europe, la vision dialogique que nous proposons à travers ce projet permet de rassembler des études sur les mémoires, les héritages et, plus spécifiquement, les transformations et les anticipations réflexives. En outre, certains chapitres comportent une analyse du point de vue de la recherche activiste.

Bien que la plupart des auteurs proviennent du milieu universitaire, leurs recherches sont liées à des expériences personnelles impliquant des observations sur la manière dont la théorie et la pratique se rejoignent appliquées à des réalités en constante évolution et à des préoccupations à venir concernant le genre, le sexe, la race, les droits du travail, les conflits sociaux et les discours sur la paix en Espagne. L'ouvrage met en outre l'accent sur l'européanisation récente des programmes et des caractéristiques des mouvements sociaux et des études qui leur sont consacrées en Espagne, ce qui est également un signe de mondialisation du sujet. Les dialogues concordants des études de cas sélectionnées mettent en évidence le lien entre la politique contestataire espagnole et les tendances régionales et mondiales que le livre analyse par le biais d'une approche interdisciplinaire.

> **Mouvements sociaux en Espagne**

Pour comprendre la trame mondiale, il est nécessaire de se pencher sur la fabrication de ses différentes composantes à l'échelle locale. En Espagne, l'ombre prolongée de la dictature franquiste (1936-1975) a influé sur la

transition vers la démocratie dirigée par les élites ainsi que sur l'évolution ultérieure de la politique et des stratégies politiques espagnoles. L'héritage autoritaire du système politique et la transition politique décrétée par le haut ont conditionné le contexte et l'écosystème dans lesquels les mouvements sociaux se sont développés en Espagne pendant plusieurs décennies. Ainsi, les racines de la plupart des mouvements sociaux espagnols sont profondément ancrées dans l'héritage formel et informel de la dictature. Ce n'est que depuis le début du XXI^e siècle, voire plus récemment, que sont apparus des acteurs davantage extra-institutionnels. Nous avons depuis assisté à la fin du service militaire obligatoire et à la confirmation du droit des femmes à l'avortement dans les premières années de ce siècle, ainsi qu'à d'autres mobilisations comme celles pour la reconnaissance des droits des personnes LGTBIQ+ ou celle des victimes de la dictature au début des années 2010. Cependant, de nouveaux mouvements et partis politiques d'extrême droite témoignent d'une recomposition des partisans post-franquistes dont le programme ultranationaliste et ultraconservateur est actuellement lié à des réseaux mondiaux en Europe et en Amérique.

Dans notre livre, nous nous penchons par conséquent sur l'influence des cultures politiques et de l'organisation politique passées en Espagne comme point de départ pour comprendre les différentes étapes qu'ont suivi divers mouvements sociaux importants avant et pendant leur européanisation et leur mondialisation. Les processus de démocratisation en Espagne ont à faire face à un agenda international néolibéral et à des bastions post-franquistes présents au sein de l'État et des élites politico-économiques, que certaines analyses externes ont tendance à ignorer.

> **Discontinuités et cheminements dans la recherche actuelle et à venir**

L'« âge d'or » que connaît actuellement l'étude des mouvements sociaux en Espagne attire des chercheurs nationaux et internationaux et contribue à l'essor du domaine. Le mouvement du 15-M a ouvert la possibilité de comprendre la construction de processus et d'alliances entre les mouvements sociaux, ce qui a encouragé les citoyens à participer et à réclamer des réformes démocratiques au-delà du processus institutionnel. Le mouvement a en outre marqué un tournant dans le milieu universitaire, plaçant l'Espagne au centre de l'analyse mondiale des mouvements sociaux, en raison à la fois de la forte répercussion du mouvement et de l'attrait qu'il a exercé sur les chercheurs étrangers spécialisés dans les mouvements sociaux, qui ont examiné en profondeur le cas espagnol.

Divers projets de recherche ont donné lieu à la création d'un champ d'étude qui a permis aux chercheurs espagnols d'internationaliser leur profil et de se rapprocher des réseaux européens. Ce phénomène convergent d'européanisation et d'internationalisation de l'étude des

mouvements sociaux en Espagne contribue paradoxalement à renforcer les dialogues régionaux et mondiaux avec d'autres domaines de recherche dans les pays du Sud global, en particulier en Amérique latine. En ce sens, notre contribution au domaine représente un point de rencontre pour les analyses locales et régionales des réalités et des défis mondiaux auxquels sont confrontés les mouvements sociaux. Ainsi, les analyses d'universitaires et d'activistes qui étudient les mouvements sociaux dans lesquels ils sont engagés se conjuguent à ces connaissances diverses pour donner naissance à un livre dans lequel la théorie rejoint la pratique réflexive.

Bien que notre proposition ne soit pas aussi innovante que certaines des nouvelles approches des débats actuels sur la manière d'étudier les mouvements sociaux, nous avons voulu élaborer une contribution honnête et rigoureuse à l'étude de ce sujet, en tenant compte de l'endroit d'où nous écrivons et de ceux et celles à qui nous nous adressons. Les principaux résultats réunis dans ce livre permettent d'engager une étude diachronique et dialogique des mouvements sociaux en Espagne et constituent

un guide pour approfondir des connaissances antérieures sur tel ou tel mouvement, ensemble d'alliances ou manifestations locales de tendances mondiales. En tant que directeurs de la publication, nous avons par ailleurs travaillé dur pour rendre le livre disponible [en libre accès](#).

Le fait d'avoir écrit cet ouvrage en espagnol représente un obstacle évident pour la diffusion de nos conclusions, comme c'est aussi le cas de toutes les publications produites dans un environnement dominé par l'anglais, non seulement en tant que langue de travail, mais aussi en tant que mode de pensée et de formulation des problèmes, des conflits et des acteurs politiques et sociaux. Cette difficulté concerne particulièrement les universitaires et les activistes des pays qui se situent à la périphérie à l'échelle mondiale ou régionale. Nous espérons que ce volume sera traduit dans un avenir proche afin que des lecteurs non hispanophones puissent y accéder plus facilement. Entretemps, nous espérons que les résonances qui existent avec d'autres réalités et d'autres langues dans lesquelles le magazine *Dialogue Global* est traduit, contribuent à rendre ces dialogues possibles. ■

Toute correspondance est à adresser à :

Marta Romero-Delgado <martaromerodelgado@ucm.es>

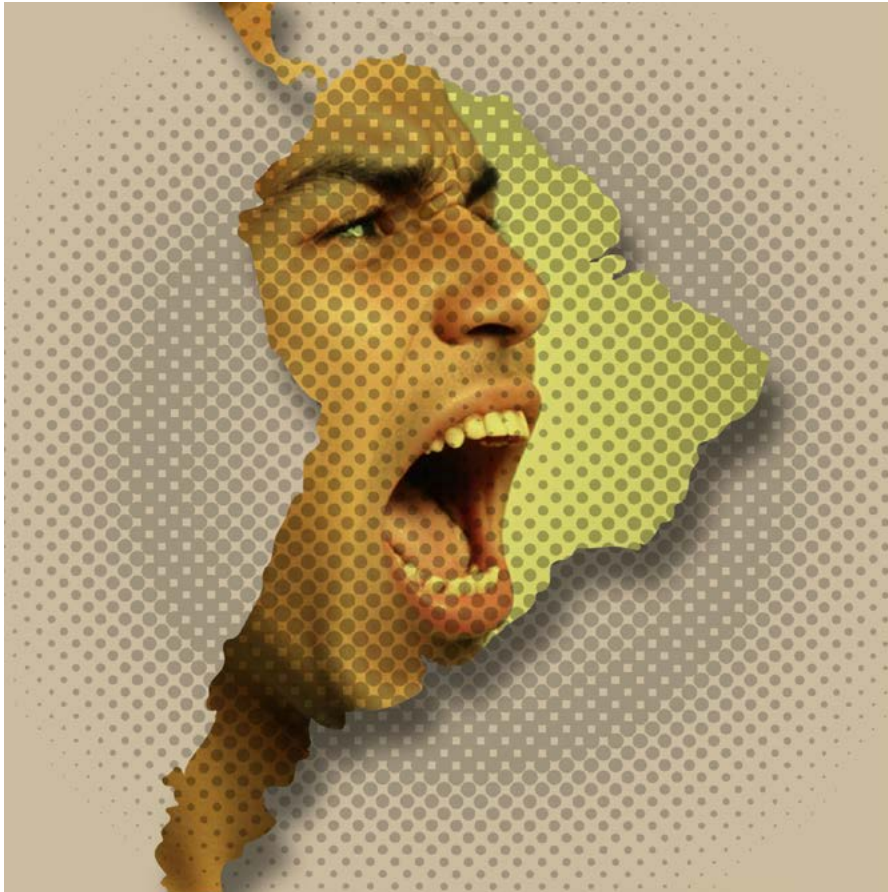
Andy Eric Castillo Patton <aecastillopatton@ucm.es>

Gomer Betancor Nuez <gbetancor@poli.uned.es>

> Reconstruire les théories de la dépendance

André Magnelli, Ateliê de Humanidades (Brésil), **Felipe Maia**, Université fédérale de Juiz de Fora (Brésil), et **Paulo Henrique Martins**, Université fédérale du Pernambuco (Brésil)

| Illustration : Arbu, 2024.



Reconnaître l'intérêt et l'importance des théories de la dépendance dans le contexte actuel implique de poursuivre les recherches qui traitent de la sociologie des intellectuels, de l'histoire et de la circulation des idées, et de revenir sur les théories de la modernisation dans les régions périphériques et semi-périphériques. Cette démarche doit en outre s'inscrire dans le cadre d'une compréhension globale de la modernité et des processus sociaux mondiaux. Mais il est important de ne pas généraliser les conditions dans lesquelles sont apparues ces théories produites en dehors du centre européen et nord-américain, comme s'il s'agissait de productions intellectuelles communes à toutes les sociétés du Sud. Une telle généralisation ne ferait que diminuer le mérite des intellectuels issus des systèmes semi-périphériques qui ont cherché à théoriser la modernisation à partir de sociétés nationales qui ont connu d'importants processus d'industrialisation et la for-

mation de classes moyennes et ouvrières politiquement organisées en partis et en syndicats. C'est en tant qu'expérience localisée dans l'histoire de l'Amérique latine que les théories de la dépendance ont pu devenir une référence pour l'expansion de la critique de la modernisation à d'autres régions de la planète.

> Une perspective aux racines latino-américaines

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, l'Amérique latine a constitué un vivier spécifique de théories novatrices visant à remettre en question les théories de la modernisation et à créer des alternatives susceptibles de produire des modèles d'industrialisation indépendants. Ce processus a commencé avec les thèses structuralistes et industrialistes avancées par les économistes de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL)

et a été développé plus avant dans les années 1960 et 1970 par des sociologues latino-américains qui ont élargi le débat de la CEPAL au domaine politique. À cette époque, la critique intellectuelle, motivée par les réactions contre l'impérialisme et la dépendance, était en plein essor, et ce, selon différents axes de réflexion. Cette critique s'accompagnait de dialogues avec les mobilisations de peuples autochtones, d'Afro-descendants et de femmes dans le cadre de la critique de la colonialité et de la lutte pour la libération.

Les théories de la dépendance, élaborées entre les années 1950 et 1970, représentent l'une des contributions intellectuelles latino-américaines les plus originales pour comprendre les processus de changement social au XX^e siècle. La question centrale concernait le caractère « inégal et cumulé » de l'expansion du capitalisme et des formes sociales et politiques de la modernité, avec l'histoire de l'Amérique latine comme référence empirique. En se substituant aux perspectives des théories de la modernisation (alors dominantes dans les sciences sociales et économiques) et en s'opposant aux thèses propagées par le marxisme soviétique, les théories de la dépendance ont permis de mieux comprendre les conséquences et les limites des alternatives hégémoniques défendues à la fois par la stratégie nationale-développementaliste et par les programmes de modernisation conservateurs-autoritaires. Elles ont par ailleurs permis de mettre en évidence les multiples connexions entre les acteurs politiques locaux et les systèmes mondiaux de circulation du capital.

Le fait d'adopter des perspectives historiques et souvent comparatives a permis d'analyser les liens entre les projets de « civilisation » ou de « dépassement du retard » des élites latino-américaines par rapport à des modèles euro-américains et la reproduction de leur position hétéronome, depuis le début des processus de création des nations et des États au XIX^e siècle. Outre l'étude des relations d'inégalité et de dépendance au sein du système international, cette approche a permis d'apporter de nouveaux éclairages sur des sujets relatifs à la colonialité en tant qu'élément structurant de ces formations sociales, y compris des éléments de « colonialisme interne ». Les sociétés latino-américaines peuvent être comprises à la fois pour elles-mêmes et dans une perspective comparative avec d'autres formations périphériques, et non comme des formes incomplètes de modernisation.

> Reconstruction intellectuelle

Dans notre ouvrage récemment publié intitulé *Dependency Theories in Latin America: An Intellectual Reconstruction*, nous proposons une vue d'ensemble des théories de la dépendance en Amérique latine. Le volume analyse les éléments de leur émergence intellectuelle, leurs conditions de réception dans différents contextes, leurs contributions à la théorie sociologique et leurs possibilités d'ac-

tualisation à travers des sujets contemporains tels que la critique politique, la crise environnementale et climatique ou les problèmes du post-colonialisme. Nous cherchons donc à intégrer cette contribution significative à l'histoire et au répertoire de la théorie sociale contemporaine, de manière à mieux comprendre la pluralité des trajectoires dans le développement de la théorie sociale à travers le monde et l'originalité de la perspective latino-américaine. Une partie de la production de cette période porte inévitablement les marques de l'époque, c'est-à-dire de problèmes intellectuels, politiques et sociaux qui correspondent à des situations conjoncturelles. Cependant, les relations de dépendance et d'inégalité ont une histoire et une permanence et sont posées et reposées au niveau du système mondial ou du capitalisme global, de sorte que cette reconstruction intellectuelle traite également des problèmes du présent.

> Des processus d'indépendance nationale à la CEPAL

Le rôle central de l'Amérique latine dans l'organisation d'une pensée alternative sur la modernisation mondiale n'est pas le fruit du hasard. La plupart des pays de la région ont accédé à leur indépendance nationale au XIX^e siècle, contrairement aux pays d'Asie et d'Afrique qui ne l'ont fait qu'au XX^e siècle. L'émancipation politique précoce des pays d'Amérique latine a joué un rôle dans l'émergence d'un important mouvement esthétique et intellectuel qui a débuté par la création de facultés de droit et d'ingénierie, ainsi que l'émergence de mouvements littéraires et artistiques, qui ont pris de l'ampleur au XX^e siècle avec les mouvements modernistes et nationalistes.

De fait, la réflexion sur la formation des sociétés nationales en Amérique latine remontait aux premières décennies du XX^e siècle et s'était développée après la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'un contingent important d'économistes latino-américains a commencé à se déplacer entre l'Europe et les États-Unis. Ils ne croyaient pas à la thèse libérale selon laquelle le libre-échange international contribuerait à créer des échanges égaux entre les pays manufacturiers du centre et les pays producteurs de matières premières de la périphérie. Également marqués par l'ampleur du plan Marshall destiné à reconstruire l'Europe au lendemain de la guerre, ils ont pris conscience de l'importance d'une réflexion sur la planification étatique pour mettre en œuvre la modernisation de l'Amérique latine.

La création de la CEPAL en 1948, basée à Santiago du Chili, constitue un jalon important de cette histoire. Cette institution, qui réunissait un groupe de spécialistes en sciences sociales de divers horizons, mais surtout de spécialistes dans les domaines de l'économie et de la sociologie, était le point de référence le plus important de ce circuit intellectuel, qui se développait en dépit de la résistance des agences de sécurité américaines. Des années

1950 aux années 1980, la CEPAL a joué un rôle stratégique dans l'élaboration du modèle développementaliste, centré sur le rôle de l'État en tant que principal agent de modernisation. L'économiste chilien Raúl Prebisch et l'économiste brésilien Celso Furtado sont parmi les figures les plus importantes à avoir formulé ce modèle.

> La circulation des idées

Un objectif important de notre livre est de montrer l'apport de la circulation des intellectuels et des idées pour l'émancipation d'une perspective théorique innovante dans la seconde moitié du XX^e siècle, ce qui était particulièrement évident en Amérique latine. Actuellement, les sciences sociales deviennent de plus en plus mondiales et nous sommes de plus en plus conscients qu'il n'existe pas de trajectoire historique unique pour les sociétés modernes. Ainsi, étudier comment s'est formé et déployé, dans une région périphérique ou semi-périphérique, un champ de débat et de théorisation aussi riche et diversifié que celui qui s'est développé autour des théories de la dépendance en relation avec la production de connaissances mondiales, aide à comprendre des aspects de l'histoire contemporaine qui habituellement ne sont pas évidents. La formation en Amérique du Sud d'un circuit d'idées, d'institutions et d'intellectuels à la créativité et à l'autonomie reconnues remet en question les représentations habituelles de la production de connaissances en sciences sociales. Celles-ci tendent à dépeindre une simple division du travail dans laquelle le Sud global collecte des données sur les grands processus de transformation sociale et le Nord les théorise, produisant le répertoire de concepts et de théories qui deviennent la mesure des connaissances que les sociétés ont d'elles-mêmes.

C'est précisément dans la confrontation avec la théorisation hégémonique que cette intelligentsia latino-américaine a produit au milieu du XX^e siècle les conditions d'une réflexion autonome. D'un côté, cette évolution s'inscrit dans une histoire intellectuelle latino-américaine qui a sa propre richesse et sa propre densité réflexive. Les efforts des élites locales – représentées entre autres par José Martí, José Carlos Mariátegui, Juan Bautista Alberdi,

Domingos Sarmiento et Joaquim Nabuco – pour créer des universités dans la région et réfléchir aux caractéristiques spécifiques de leurs processus de décolonisation et de leurs tentatives d'organisation de sociétés nationales, font depuis longtemps partie de cette histoire. D'un autre côté, le circuit d'idées spécifique qui a émergé dans la région au milieu du XX^e siècle avait ses propres caractéristiques.


La convergence dans un même champ de débat d'intellectuels latino-américains originaires de différents pays de la région, spécialistes de disciplines diverses et aux profils politiques différents a été importante. Elle a contribué à créer un réseau très original de production associée qui s'est déployé dans l'ensemble des pays de la région. C'est peut-être la première fois que l'Amérique latine s'est positionnée comme un centre intellectuel mondial digne d'être pris en considération et original, capable de projeter son influence dans d'autres contextes intellectuels. Ces questions sont au cœur de plusieurs chapitres de notre livre, qui cherchent à expliquer comment la circulation des intellectuels survient dans l'histoire des idées en Amérique latine.

La reconstruction de ces parcours aide à comprendre les dimensions véritablement sociales et collectives de la production des théories de la dépendance, ainsi que le niveau de sophistication et de complexité de la circulation des idées dans le Sud global. En même temps, les intellectuels impliqués ont maintenu des canaux de communication constants avec les centres hégémoniques de production de connaissances, configurant des circuits plus larges que le seul circuit régional. De nombreux facteurs y ont contribué, notamment la création de la CEPAL comme l'une des cinq commissions économiques des Nations unies, ce qui a permis de l'intégrer au système des institutions internationales, mais aussi la présence d'intellectuels européens et nord-américains dans la région, les voyages d'étude et de recherche de spécialistes latino-américains des sciences sociales dans des universités étrangères, ainsi que la publication et la réception de leurs travaux en dehors de la région. Il s'agit là de thèmes supplémentaires qui sont reconstruits dans plusieurs chapitres de notre livre. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 André Magnelli <prof.andremagnelli@gmail.com>
 Felipe Maia <felipe.maia@ufff.br>
 Paulo Henrique Martins <paulohenriquemar@gmail.com>



<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

 @isagdmag

www.isa-sociology.org